

**PROVINCE DE QUÉBEC
MRC. DES MASKOUTAINS
MUNICIPALITÉ DE SAINT-LIBOIRE**

Procès-verbal de la séance ordinaire du conseil de la Municipalité de Saint-Liboire, tenue le 14 août 2018, à 19 h, à la salle du Conseil, située au 21, Place Mauriac à Saint-Liboire.

Sont présents :

Messieurs les conseillers Jean-François Chagnon, Serge Desjardins et Yves Taillon formant quorum sous la présidence de Monsieur le Maire suppléant Yves Winter.

Est également présente, Madame France Desjardins, directrice générale et secrétaire-trésorière.

Sont absents de la rencontre : Monsieur le Maire, Claude Vadnais et les conseillères Odile Alain et Martine Bachand.

1. PRÉAMBULE

1.1 Ouverture de la séance

Yves Winter, maire suppléant constate le quorum à 19 h et souhaite la bienvenue aux personnes présentes. France Desjardins, directrice générale, est également présente et agit à titre de secrétaire d'assemblée.

1.2 Adoption de l'ordre du jour

Résolution 2018-08-173

Il est proposé par Yves Taillon, appuyé par Jean-François Chagnon et résolu à l'unanimité des conseillers présents que l'ordre du jour soit adopté tel que déposé par la directrice générale et secrétaire-trésorière.

Ordre du jour :

1. PRÉAMBULE

- 1.1 Ouverture de la séance
- 1.2 Adoption de l'ordre du jour
- 1.3 Adoption du procès-verbal de la séance ordinaire du 3 juillet 2018

2. PÉRIODE DE QUESTIONS

3. ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET FINANCEMENT

- 3.1 Adoption des comptes payés en juillet 2018
- 3.2 Adoption des comptes à payer
- 3.3 Désignation d'un répondant en matière d'accommodement
- 3.4 Demande de résolution d'appui – Ville de Saint-Pie
- 3.5 Embauche d'opérateur aux usines d'eau

4. SÉCURITÉ PUBLIQUE

- 4.1 Règlement concernant la sécurité incendie
- 4.2 Appel d'offres pour le SUMI – Achat d'Argo
- 4.3 Embauche de candidats pompiers
- 4.4 Achat de radios portatifs

5. TRANSPORT ROUTIER

- 5.1 Achat de balises pour piste cyclable
- 5.2 Achat de caméra de recul pour le camion-cube et équipements
- 5.3 Achat de 8 pneus pour camion 10 roues

6. HYGIÈNE DU MILIEU ET ENVIRONNEMENT

- 6.1 Achat d'une sonde de pression pour le contrôle de la pompe de distribution
- 6.2 Offre de service Avizo pour mesure de débit dans 4 conduites sanitaires
- 6.3 Contrôle PM – heures de programmation

7. AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT

- 7.1 Projet de règlement de zonage – Avis de motion
- 7.2 Projet de règlement sur les permis et certificats – Avis de motion

8. LOISIRS ET CULTURE

9. RAPPORT DES COMITÉS ET ÉVÉNEMENTS À VENIR

10. DEUXIÈME PÉRIODE DE QUESTIONS

11. CORRESPONDANCE

12. LEVÉE DE LA SÉANCE

1.3 Adoption du procès-verbal de la séance ordinaire du 3 juillet 2018

Résolution 2018-08-174

Il est proposé par Serge Desjardins, appuyé par Jean-François Chagnon et résolu à l'unanimité des conseillers présents que le procès-verbal de la séance ordinaire du 3 juillet 2018 soit adopté tel que présenté.

2. PÉRIODE DE QUESTIONS

Le maire suppléant invite les personnes présentes à s'adresser au conseil pour la première période de questions. 10 minutes sont accordées à la première période de questions, selon le règlement 205-06.

3. ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET FINANCEMENT

3.1 Adoption des comptes payés – juillet 2018

Résolution 2018-08-175

Il est proposé par Yves Taillon, appuyé par Serge Desjardins et résolu à l'unanimité des conseillers présents d'adopter la liste des comptes payés du mois de juillet 2018 totalisant la somme de 189 658,80 \$, en plus des salaires versés au montant de 42 697,16 \$ et d'en ratifier le paiement.

FACTURES PAYÉES

ADMINISTRATION:

D	Buropro Citation	Fournitures de bureau - HDV	259,08 \$
D	Chagnon Jean-François	Remboursement achats pour SLEF	12,40 \$
D	Coop Telsys Solutions	Soutien technique et rempl.d'une batterie HDV	423,29 \$
R	Coop. d'informatique Municipale	Soutien technique et hébergement rôle+géoweb	1 576,08 \$
D	Copie du Centre-Ville inc.	Edition du Reflet de juillet	583,50 \$
I	Desjardins Sécurité Financière	Cotisations R.R.S. - juin 2018	3 879,53 \$
D	Donais & fils	Diverses fournitures - jardin pédagogique	28,63 \$
D	Geslam MS Informatique	Sauvegarde augmentée à 90 Go	48,69 \$
D	Guevin Audrey	Remb. Achat pour jardin pédagogique	90,80 \$
D	Guillevin International	Fournitures pour SLEF et HDV	571,26 \$
I	Hydro-Québec	21 Place Mauriac	963,68 \$
R	Loisir et sport Montérégie	Renouvellement adhésion 2018-2019	93,46 \$
D	Megaburo inc.	Frais copies	116,10 \$
I	Ministre du Revenu du Québec	DAS - juin 2018	9 732,68 \$
D	Petite caisse	Dépenses diverses	119,15 \$
D	Produits Beta Petrochemie	Produits nettoyeurs - HDV	113,82 \$
I	Receveur Général du Canada	DAS - juin 2018 (taux réduit)	2 847,98 \$
I		DAS - juin 2018 (taux régulier)	110,31 \$
D	Restaurant Le Lib	Lunch pour la randonnée à vélo - SLEF	689,85 \$
D	Rona inc. - St-Hyacinthe	Clôture orange - SLEF	501,75 \$
I	Sogetel	Frais téléphone - HDV	478,45 \$
D	Taillon Yves	Remb. Achat pour jardin pédagogique	63,16 \$
I	Ville de St-Hyacinthe	Cour régionale avril à juin	1 715,32 \$
D	Visa	Frais annuels visa moins remise (60 \$ -31,59\$)	28,41 \$
I	Visa (Fonds d'inform.sur le territoire)	Avis de mutation - mai	40,00 \$
D	Visa (Soc.canadienne des postes)	Timbres	293,19 \$

BIBLIOTHÈQUE

D	Réseau Biblio Montérégie	Cartes d'abonnés et chariot	153,50 \$
I	Sogetel	Frais téléphone	54,16 \$

LOISIRS

R	Carrière d'Acton Vale	Voyage de pierre - éclairage parc des bénévo.	273,70 \$
R	Charlo Divertissement	Paiement final-spectacle du 12 juillet à la Gloriette	750,00 \$
R	Coopérative Ste-Hélène	Travaux - éclairage Parc des bénévoles	142,43 \$
D	Delorme Hélène	Spectacle du 2 août à la Gloriette	50,00 \$
D	Dion Gérard et fils	Entretien éclairage à la gloriette	94,55 \$
R	Excavation Sylvain Plante	Travaux - éclairage Parc des bénévoles	206,96 \$
R	Franklin Empire	Fournitures - éclairage parc des bénévo.	18 108,56 \$
D	Hamel Dave	Spectacle du 2 août à la Gloriette	1 500,00 \$
R	Loisirs St-Liboire	Subvention de fonctionnement	20 676,00 \$
R		Subvention programme d'accompagnement	3 200,00 \$
R	Signal Toile, Hygiène Plus	Location de 2 toilettes chimiques	373,67 \$

SERVICE INCENDIE:

D	Batteries Expert St-Hyacinthe	Boîtes de piles - service incendie	64,70 \$
R	Cauca	Frais pour 3 mois - application cell.pompiers	507,04 \$
D-	CMP Mayer inc.	Bottes, boyaux et autres équipements	9 760,24 \$
R			
D	Extincteurs Milton	Entretien et recharge de cylindres	183,96 \$
D	Guillevin International	Unité de batterie - caserne	639,26 \$
I	Hydro-Québec	162 rue Gabriel	408,52 \$
I	Municipalité de St-Dominique	Entraide 15-24 juin et 3 juillet	445,26 \$
D	Pièces d'auto Acton Roxton inc.	Savon concentré cire	48,27 \$
I	Sogetel	Frais tél et internet	80,43 \$

URBANISME

D	Rondeau Janie	Fr. de dépl. Inspections et formation	119,60 \$
---	---------------	---------------------------------------	-----------

VOIRIE ET HYGIÈNE DU MILIEU:

R	André Paris inc.	Fauchage levées - 1ère coupe	1 149,75 \$
D	APSAM	Formation matières dangereuses - 2 employés	130,00 \$
I	Bell Mobilité	Frais cellulaires - travaux publics	442,61 \$
R	Bi-eau Santé	Plan livraison d'eau et dépôt 18 litres - garage	35,00 \$
D	Boyer Alain Excavation	Nivelage route Martel	396,66 \$
D	Centre de rénovation A.L. inc.	Cadenas et clés sécurisées - travaux publics	544,98 \$
R	Chapdelaine Asphalte inc.	Réfection trottoir avenue du parc	27 364,05 \$
R	Contrôle P.M. inc.	Programmation - aqueduc	3 210,03 \$
D	Dion Gérard et fils	Entretien poste pompage Lacroix	708,88 \$
D	Donais & fils	Répartition de la remorque - travaux publics	238,04 \$
I	Emco Corporation	Boîtes de services - réseau d'aqueduc	1 743,23 \$
D	Exca-Vac	Nettoyage de 3 stations de pompage	1 238,86 \$
D	Garage Luc Meunier	Entretien du rouleau	23,00 \$
R	Génératrice Drummond	Entretien préventif - 3 génératrices	2 112,29 \$
I	Groupe Environex	Analyses eau potable et eaux usées	441,90 \$
I	Hydro-Québec	Eclairage public, 214 rte Quintal, 11 rue Lemonde	1 573,96 \$
I		105 rue Lacroix, 110 Tasse Bagot, 150 rue Morin	4 062,59 \$
R	Intéral	Logiciel de maintenance - frais mensuels	109,23 \$
R	Laferté Centre de rénovation	Roue à mesurer - travaux publics	136,46 \$
D	Laferté et Letendre inc.	Divers outils et équipement - garage	169,50 \$
D	Lawson Products	Étagère pour produits chimiques - aqueduc	169,28 \$
I	Martech	Panneaux de signalisation	2 643,74 \$

<i>R</i>	<i>Moreau Antonio Ltée</i>	<i>Bottes de sécurité - S.Laplante</i>	<i>138,78 \$</i>
<i>R</i>	<i>Myrroy inc.</i>	<i>Balayage des rues</i>	<i>1 195,74 \$</i>
<i>R</i>	<i>Paysagement Benoit & Frères</i>	<i>Entretien des gazons - 3e versement</i>	<i>1 437,19 \$</i>
<i>I</i>	<i>Petroles Irving</i>	<i>Carburant - voirie</i>	<i>557,54 \$</i>
<i>D</i>	<i>Porte Maskoutaine inc. (La)</i>	<i>Réparation de la porte de garage</i>	<i>206,96 \$</i>
<i>D</i>	<i>Québec Bolts</i>	<i>Entretien remorque</i>	<i>122,84 \$</i>
<i>I</i>	<i>Regie Interm.d' Acton et Maskoutains</i>	<i>Ordures et redevance - juin</i>	<i>10 116,07 \$</i>
<i>I</i>		<i>Recyclage et organique - juin</i>	<i>9 080,60 \$</i>
<i>R</i>	<i>RGC Construction inc.</i>	<i>Libération de la 2e retenue - réfection St-Patrice</i>	<i>30 860,61 \$</i>
<i>I</i>	<i>Sogetel</i>	<i>Fr. tél.et internet garage,eau potable, eaux usées</i>	<i>383,73 \$</i>
<i>D</i>	<i>Téléystème du Québec</i>	<i>Système de communication d'urgence-trav.publ.</i>	<i>1 771,20 \$</i>
<i>D</i>	<i>Visa (Pharmaprix)</i>	<i>Inventaire pour trousse de premiers soins-garage</i>	<i>24,46 \$</i>
<i>R</i>	<i>WSP Canada</i>	<i>Analyses des réseaux dans secteur Ramezay</i>	<i>1 724,63 \$</i>
<i>D</i>	<i>Würth Canada</i>	<i>Équipement de sécurité, peinture - trav.publics</i>	<i>173,03 \$</i>

TOTAL DES COMPTES PAYÉS 189 658,80 \$

I Salaires versés mois de juillet 42 697,16 \$

D: Délégation I: Incompressible R:Résolution

3.2 Adoption des comptes à payer

Résolution 2018-08-176

Considérant la liste des comptes à payer qui est présentée et que les fonds sont disponibles pour effectuer le paiement de ces comptes aux postes budgétaires concernés ;

En conséquence, il est proposé par Jean-François Chagnon, appuyé par Yves Taillon et résolu à l'unanimité des conseillers présents d'adopter la liste des comptes à payer totalisant la somme de 1 207,50 \$ et d'autoriser la directrice générale à en effectuer le paiement à même le fonds général d'administration.

FACTURES À PAYER

VOIRIE ET HYGIÈNE DU MILIEU:

MRC des Maskoutains	Hon.ing. pavages rue Lacroix, rue Adrien-Girard, chemin de la Berline et accotements 9e Rang	925,75 \$
---------------------	---	-----------

	Hon.ing. Réfection rue St-Patrice et route Quintal	281,75 \$
--	--	-----------

TOTAL DES COMPTES À PAYER 1 207,50 \$

3.3 Désignation d'un répondant en matière d'accommodement

Résolution 2018-08-177

Considérant les nouvelles obligations des municipalités en lien avec la *Loi favorisant le respect de la neutralité religieuse de l'État et visant notamment à encadrer les demandes d'accommodements pour un motif religieux dans certains organismes;*

En conséquence, il est proposé par Serge Desjardins, appuyé par Yves Taillon et résolu à l'unanimité des conseillers présents que le conseil désigne, madame Louise Rajotte, répondant en matière d'accommodement.

3.4 Demande de résolution d'appui – ville de Saint-Pie

Résolution 2018-08-178

Considérant que la ville de Saint-Pie nous a demandé notre appui afin de créer un incitatif pour maintenir et préserver la présence des médecins et services médicaux dans les municipalités rurales de la Montérégie ;

En conséquence, il est proposé par Jean-François Chagnon, appuyé par Serge Desjardins et résolu à l'unanimité des conseillers présents que la municipalité de Saint-Liboire appuie la Ville de Saint-Pie dans sa demande pour créer un incitatif afin de maintenir et préserver la présence des médecins et services médicaux dans les municipalités rurales de la Montérégie.

3.5 Embauche d'opérateur aux usines d'eau

Résolution 2018-08-179

Considérant l'urgence et le besoin d'embaucher un employé aux usines d'eau potable et usées;

Considérant les entrevues effectuées le 11 juillet dernier;

En conséquence, il est proposé par Jean-François Chagnon, appuyé par Yves Taillon et résolu à l'unanimité des conseillers présents d'entériner l'embauche de Monsieur Yvan Laplante à titre d'opérateur aux usines d'eau potable et usée. D'entériner les conditions salariales tel que stipulé à l'entente de travail avec une probation d'un minimum de 6 mois. M. Laplante est en poste depuis le 30 juillet dernier.

4. SÉCURITÉ PUBLIQUE

4.1 Règlement concernant la sécurité incendie

Résolution 2018-08-180

**Province de Québec
MRC des Maskoutains
Municipalité de Saint-Liboire**

RÈGLEMENT NUMÉRO 304-18

ABROGEANT LE RÈGLEMENT 284-15 ET CONCERNANT LA SÉCURITÉ INCENDIE

CONSIDÉRANT que le conseil municipal juge opportun d'abroger le règlement numéro 284-15 concernant la sécurité incendie pour le remplacer par un nouveau règlement mettant à jour les dispositions pertinentes en la matière;

CONSIDÉRANT que la municipalité de Saint-Liboire doit, aux termes de son plan de mise en œuvre du *Schéma de couverture de risques en sécurité incendie*, collaborer à la mise en place d'une réglementation municipale uniformisée sur la sécurité incendie;

CONSIDÉRANT que le Conseil désire ne pas appliquer certaines dispositions du présent règlement et que lesdites dispositions sont présentées de façon ombragée au présent règlement;

CONSIDÉRANT l'ensemble des dispositions légales en vigueur;

CONSIDÉRANT notamment qu'en vertu de l'article 62 de la *Loi sur les compétences municipales* (RLRQ, c. C-47.1), une municipalité locale peut adopter des règlements en matière de sécurité incendie;

CONSIDÉRANT qu'un avis de motion a été donné lors de la séance du conseil tenue le 3 juillet 2018 et qu'un projet du présent règlement a été présenté lors de cette même séance;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par Serge Desjardins, appuyé par Yves Taillon et résolu à l'unanimité des conseillers présents que le présent règlement numéro 304-18 décrète ce qui suit :

1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET INTERPRÉTATIVES

1.1 OBJET

Le présent règlement a pour objet d'établir des exigences pour la protection des incendies et la sécurité des personnes dans les *bâtiments* se trouvant sur le territoire de la municipalité de Saint-Liboire, et ce, afin d'assurer un milieu de vie sécuritaire pour l'ensemble de la population.

1.2 TERMINOLOGIE

À moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots et expressions suivantes signifient :

APPAREIL DE COMBUSTION

Assemblage de pièces conçu en vue de l'exécution d'une réaction d'un combustible avec de l'oxygène, avec dégagement de chaleur qui apparaît spontanément lorsque la température d'inflammabilité est atteinte.

AUTORITÉ COMPÉTENTE

Le *chef du Service régional de prévention, son supérieur, le directeur* du Service de sécurité incendie de la municipalité, le directeur général de la municipalité, l'inspecteur en bâtiment de la municipalité ou tout agent de la paix, selon leur juridiction respective établie aux termes du présent règlement.

AVERTISSEUR DE FUMÉE

Un détecteur de fumée avec sonnerie incorporée conçu pour donner l'alarme dès la détection de fumée dans la pièce où il est installé.

AVERTISSEUR DE MONOXYDE DE CARBONE

Un appareil sonore (sonnerie, cloche, klaxon ou sirène) d'une puissance suffisante pour détecter une émanation de monoxyde de carbone.

BÂTIMENT

Toute construction utilisée ou destinée à être utilisée pour abriter ou recevoir des personnes, des animaux ou des choses.

BÂTIMENT PUBLIC

Un *bâtiment* qui est à l'usage du public en général, incluant notamment, mais sans limiter la portée générale de ce qui précède, les églises et autres bâtiments voués au culte, les maisons de retraite, les résidences pour personnes âgées, les foyers d'accueil, les écoles, les centres de la petite enfance (CPE) et autres institutions d'éducation, les hôpitaux, les cliniques, les hôtels, les motels, les gîtes touristiques, les maisons de chambres, les salles de réunion publique, de conférences, de divertissements publics et les salles municipales, et tout autre édifice fréquenté ou utilisé par le public en général.

BÂTIMENT À RISQUES FAIBLES

Un *bâtiment* résidentiel d'au plus deux *étages*, comprenant un maximum deux *logements* et détaché d'un autre *bâtiment*, comme une résidence unifamiliale, un chalet, une maison mobile ainsi qu'une maison de chambres accueillant moins de cinq chambreurs; inclut aussi les constructions accessoires au *bâtiment*, comme un hangar, un cabanon ou un garage.

BÂTIMENT À RISQUES MOYENS

Un *bâtiment* d'au plus 3 *étages* et dont l'aire au sol est d'au plus 600 mètres carrés, de type résidence unifamiliale attachée de deux ou trois *étages*, un *bâtiment* de 8 *logements* ou moins, une maison de chambres (cinq à neuf chambres) et un *bâtiment* industriel du groupe F division 3 (atelier, entrepôt, salle de vente, etc.) de l'annexe A du Code du bâtiment du Québec.

BÂTIMENT À RISQUES ÉLEVÉS

Un *bâtiment* dont l'aire au sol est de plus de 600 mètres carrés de type établissement commercial, un établissement d'affaires, un *bâtiment* de neuf *logements* ou plus, une maison de chambres (dix chambres ou plus), un motel, un *bâtiment* agricole et un établissement industriel du Groupe F, division 2 (atelier, garage de réparation, imprimerie, station-service, etc.) de l'annexe A du Code du bâtiment du Québec.

BÂTIMENT À RISQUES TRÈS ÉLEVÉS

Un *bâtiment* de plus de 6 *étages* ou présentant un risque élevé de conflagration, un lieu où les *occupants* ne peuvent évacuer d'eux-mêmes, un lieu impliquant une évacuation difficile en raison du nombre élevé d'*occupants*, un lieu où des matières dangereuses sont susceptibles de se retrouver, un lieu où l'impact d'un *incendie* est susceptible d'affecter le fonctionnement de la communauté tel un établissement d'affaires, un édifice attenant dans un vieux quartier, un hôpital, un centre d'accueil, une résidence supervisée, un établissement de détention, un centre commercial de plus de 45 magasins, un hôtel, une école, un centre de la petite enfance (C.P.E.), une église, une usine de traitement des eaux, une installation portuaire et un établissement industriel du groupe F, division 1 (entrepôt de matières dangereuses, usine de peinture, usine de produits chimiques, meunerie, etc.) de l'annexe A du Code du bâtiment du Québec.

CHEF DU SERVICE RÉGIONAL DE PRÉVENTION

Le *chef du Service régional de prévention* désigné en vertu du schéma de couverture de risques de la MRC des Maskoutains et/ou de ses modifications ou un représentant autorisé à agir en son nom.

CHEMINÉE

Une gaine essentiellement verticale contenant au moins un conduit de fumée, destinée à évacuer à l'extérieur les gaz de combustion.

DÉTECTEUR DE FUMÉE

Un détecteur d'incendie conçu pour se déclencher lorsque la concentration de produits de combustion dans l'air dépasse un niveau prédéterminé et qui transmet automatiquement un signal électrique, lequel déclenche un signal d'alerte ou d'alarme par le biais d'un *système d'alarme*.

DIRECTEUR

Le *directeur* du *service de sécurité incendie* de la municipalité ou un représentant autorisé à agir en son nom.

ÉTAGE

La partie d'un *bâtiment* délimitée par la face supérieure d'un plancher et celle du plancher situé immédiatement au-dessus ou, en son absence, par le plafond au-dessus. Tout niveau de plancher situé à plus de 900 millimètres du niveau adjacent constitue un *étage* distinct.

FAUSSE ALARME

La mise en marche d'une alarme incendie pour laquelle il n'existe aucune preuve qu'un *incendie* ait eu lieu à l'intérieur d'un *bâtiment* ou d'un lieu et comprend notamment :

- a) le déclenchement d'un *système d'alarme* incendie pendant son installation ou sa mise à l'essai ;
- b) le déclenchement d'un *système d'alarme* incendie par un équipement défaillant ou inadéquat ;
- c) le déclenchement d'un *système d'alarme* incendie par des conditions atmosphériques, des vibrations ou une panne de courant ;
- d) le déclenchement par erreur, sans nécessité ou par négligence d'un *système d'alarme* incendie par l'utilisateur ;
- e) le déclenchement d'un *système d'alarme* suite à des travaux de réparation ou de construction, notamment, mais non limitativement par des procédés de moulage, de soudage ou de la poussière.

INCENDIE

Un feu destructeur, d'intensité variable, qui se produit hors d'un foyer normal de combustion dans des circonstances souvent incontrôlables et qui peut produire un dégagement de fumée.

INTERVENTION

Évènement qui requiert l'*intervention* du *service de sécurité incendie*.

LOCATAIRE

Une ou plusieurs personnes qui louent un *logement* ou une chambre d'un *bâtiment* à des fins résidentielles.

LOGEMENT

Une pièce ou un ensemble distinct de pièces d'un même *bâtiment*, occupée(s) ou destinée(s) à être occupée(s) comme domicile ou résidence par une ou plusieurs personnes.

OCCUPANT

Le *Propriétaire*, *locataire* ou toute personne physique qui habite ou utilise un *bâtiment* ou une partie d'un *bâtiment* ou un *logement*.

PÉRIMÈTRE D'URBANISATION

Le *Périmètre d'urbanisation* tel que défini au schéma d'aménagement révisé de la MRC des Maskoutains et au plan d'urbanisme de la municipalité.

PROPRIÉTAIRE

Une personne physique ou morale qui détient un droit de propriété (ou un démembrement) à l'égard d'un *bâtiment* ou qui gère ou administre un *bâtiment* ou un bien mobilier.

SERVICE RÉGIONAL DE PRÉVENTION

Le *Service régional de prévention* désigné en vertu du schéma de couverture de risques de la MRC des Maskoutains et/ou de ses modifications.

SERVICE DE SÉCURITÉ INCENDIE (SSI)

Le *Service de sécurité incendie* de la municipalité de Saint-Liboire, chargé de l'application du présent règlement sur son territoire.

SYSTÈME D'ALARME

Une combinaison de dispositifs conçus pour avertir les *occupants* d'un *bâtiment* d'une urgence. Il peut être local ou relié à une centrale d'alarme et doit comprendre au moins les dispositifs suivants :

- a) un poste de commande;
- b) une station manuelle;

- c) un appareil à signal sonore;
- d) au moins une composante de détection incendie.

UTILISATEUR D'UN SYSTÈME D'ALARME

Une personne physique ou morale qui est *propriétaire* ou *occupant* d'un lieu protégé par un système d'alarme ou qui est responsable d'un *système d'alarme* protégeant ce lieu.

VOIE PUBLIQUE

Route, chemin, rue appartenant au domaine public et ouverts à la circulation générale (par opposition à une voie privée)

1.3 DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES

1.3.1 RENVOI

Lorsqu'une disposition du présent règlement renvoie à une norme émise par un organisme spécialisé, celle-ci est reproduite à l'annexe 1 du présent règlement.

1.3.2 DROITS ACQUIS

Aucun droit acquis à l'égard d'un lot, d'un terrain, d'une construction, d'un *bâtiment*, d'un ouvrage, d'un équipement ou d'une partie de l'un d'eux n'a pour effet d'empêcher l'application d'une quelconque disposition du présent règlement relatif à la sécurité incendie.

1.4 DROIT DE VISITE

En vue de constater si le présent règlement est respecté, les membres du *service de sécurité incendie* et ceux du *Service régional de prévention* sont autorisés à visiter et examiner, entre 7 et 19 heures, toute propriété mobilière et immobilière, ainsi que tout *bâtiment* situé sur le territoire de la municipalité.

Tout propriétaire, locataire ou occupant est obligé de recevoir les membres du *service de sécurité incendie* et ceux du *Service régional de prévention* et de répondre à toutes les questions qui leur sont posées relativement à l'exécution du présent règlement.

1.5 SERVICE RÉGIONAL DE PRÉVENTION

1.5.1 COMPÉTENCE

Le *Service régional de prévention* a notamment pour fonctions d'entreprendre toutes les démarches prévues au Schéma de couverture de risques en sécurité incendie et d'appliquer le présent règlement aux *bâtiments à risques moyens* (autres que résidentiels), *élevés* et *très élevés*, tel que stipulé au *Schéma de couverture de risques en sécurité incendie* de la MRC des Maskoutains et au *plan de mise en œuvre* qui a été adopté par la municipalité, pour toute municipalité qui adhère à ce service. À défaut, le *service de sécurité incendie* de la municipalité concernée assume cette compétence.

Le service a aussi pour fonction d'offrir un rôle-conseil au *service de sécurité incendie* pour la prévention aux municipalités membres du Service régional de prévention.

1.5.2 POUVOIRS ET OBLIGATIONS DU CHEF DU SERVICE RÉGIONAL DE PRÉVENTION

Le *chef du Service régional de prévention* ou le directeur du service de sécurité incendie, si la municipalité n'est pas membre du service régional de prévention, est responsable de l'application des dispositions du présent règlement concernant toute matière relative à la compétence qui est dévolue au service.

Les pouvoirs de ces personnes sont, en plus de ceux prévus dans la loi ou ailleurs dans le présent règlement, les suivants :

- a) trancher toute question concernant l'application du présent règlement aux *bâtiments à risques moyens* (autres que résidentiels), *élevés* et *très élevés*;
- b) lorsqu'un danger survient en regard de la protection contre l'*incendie* ou la sécurité des personnes dans un *bâtiment* relevant de sa juridiction, aviser le *service de sécurité incendie* et ordonner l'évacuation immédiate des personnes qui sont à l'intérieur du *bâtiment* et d'en empêcher l'accès;
- c) proposer et approuver des mesures palliatives ou correctrices pour pallier tout manquement en regard des exigences du présent règlement en regard des *bâtiments à risques moyens* (autres que résidentiels), *élevés* et *très élevés*;
- d) fixer des échéanciers concernant la mise en œuvre des moyens correctifs et en effectuer le suivi au besoin en regard des *bâtiments à risques moyens* (autres que résidentiels), *élevés* et *très élevés* ;
- e) exiger de prendre connaissance ou de recevoir copie de tout plan, de tout rapport de vérification et/ou de toute attestation relative à tout équipement, appareil ou système faisant

partie d'un *bâtiment* en regard des *bâtiments à risques moyens* (autres que résidentiels), *élevés* et *très élevés* et assujetti aux dispositions du présent règlement.

1.6 SERVICE DE SÉCURITÉ INCENDIE DE LA MUNICIPALITÉ

1.6.1 COMPÉTENCE

En matière de prévention incendie, le *service de sécurité incendie* de la municipalité est responsable de l'application des dispositions du présent règlement aux *bâtiments à risques faibles et moyens* résidentiels, si la municipalité a adhéré au Service régional de prévention incendie. À défaut, il est responsable de l'application des dispositions du présent règlement pour tous les risques visés par le Schéma de couverture de risques en sécurité incendie.

1.6.2 POUVOIRS ET FONCTIONS

Dans l'exercice de ses fonctions en matière de prévention, les pouvoirs du *directeur* sont, en plus de ceux prévus ailleurs dans le présent règlement, les suivants :

- a) approuver ou rejeter toute demande de permis qui lui est soumise en vertu du présent règlement et dont l'objet concerne un terrain ou *bâtiment* à risques faibles et moyens résidentiels;
- b) révoquer tout permis émis en vertu du présent règlement, lorsque son exécution n'est pas conforme aux exigences prévues au permis ou si son exécution porte atteinte à la santé et la sécurité des personnes et des biens;
- c) trancher toute question concernant l'application du présent règlement aux *bâtiments* à risques faibles et moyens résidentiels;
- d) ordonner l'évacuation immédiate des personnes qui sont à l'intérieur d'un *bâtiment* et en empêcher l'accès, lorsqu'un danger survient par rapport à la protection contre l'*incendie* ou la sécurité des personnes;
- e) proposer et approuver des mesures palliatives ou correctrices pour pallier tout manquement en regard des exigences du présent règlement concernant un bâtiment à risques faibles et moyens résidentiels;
- f) fixer des échéanciers concernant la mise en œuvre des moyens correctifs et en effectuer le suivi au besoin;
- g) exiger de prendre connaissance ou de recevoir copie de tout plan, de tout rapport de vérification et/ou de toute attestation relative à tout équipement, appareil ou système faisant partie d'un *bâtiment* à risques faibles et moyens résidentiels et assujettis aux dispositions du présent règlement.
- h) aider à élaborer des plans d'évacuation pour tout *bâtiment* s'il possède le personnel requis pour ce faire et/ou à défaut, d'exiger la production d'un tel plan d'évacuation dûment approuvé;
- i) recommander la conformité des plans et devis de tout projet de construction d'un *bâtiment* s'il possède le personnel requis pour ce faire et/ou à défaut, d'exiger la production d'un tel certificat de conformité dûment émis.

1.6.3 MESURES POUR ÉLIMINER UN DANGER GRAVE

Lorsque le *directeur et/ou le chef du Service régional de prévention* a des raisons de croire qu'il existe dans un *bâtiment* un danger, lors d'un *incendie*, lors d'un sinistre ou d'une autre situation d'urgence, il peut exiger des mesures appropriées pour éliminer ou confiner ce danger. Il peut aussi ordonner l'évacuation immédiate des personnes qui se trouvent dans ce *bâtiment* et en empêcher l'accès aussi longtemps que ce danger subsiste si de son avis, le danger présente un risque pouvant affecter, à court terme, la sécurité des personnes.

1.6.4 APPLICATION DU CODE DE SÉCURITÉ DU QUÉBEC, CHAPITRE VII – BÂTIMENT ET CODE NATIONAL DE PRÉVENTION DES INCENDIES DU CANADA 2010 (C.N.P.I.)

1.6.4.1 Le Code de sécurité du Québec, Chapitre VII – Bâtiment et Code national de prévention des incendies du Canada 2010, aussi appelé C.N.P.I., et ses amendements (annexes), font partie intégrante du présent règlement comme s'ils étaient ici récités au long et chacune de ses dispositions, sauf celles expressément abrogées ou remplacées aux présentes, s'appliquent à tout *bâtiment à risques moyens* (autre que résidentiel), *élevés* et *très élevés* situé sur le territoire de la municipalité, et ont préséance sur toute disposition du présent règlement inconciliable avec ce dernier.

Le Code de sécurité du Québec, chapitre VIII – Bâtiment et Code national de prévention des incendies du Canada 2010, ne s'applique pas aux *bâtiments à risques faibles et moyens (résidentiels)*.

1.6.4.2 Tout amendement audit code fait également partie intégrante du présent règlement à compter de la date que le Conseil déterminera par résolution.

Les articles 1.6.4, 1.6.4.1 et 1.6.4.2 sont abrogés.

2. SYSTÈME D'ALARME, AVERTISSEUR DE FUMÉE ET AVERTISSEUR DE MONOXYDE DE CARBONE

2.1 APPLICATION

À moins d'indication contraire dans le texte, *l'autorité compétente* est responsable de l'application des dispositions du présent article.

2.2 ASSUJETTISSEMENT

Les dispositions du présent article s'appliquent à tout *bâtiment* au sens du présent règlement, sous réserve des dispositions du *Code de sécurité du Québec, chapitre VIII - Bâtiment et Code national de prévention des incendies – Canada 2010 (modifié)*, applicables aux *bâtiments* qui y sont assujettis.

2.3 INFRACTION

2.3.1 FAUSSE ALARME

Constitue une infraction passible des sanctions prévues au présent règlement, tout déclenchement d'une *fausse alarme* provenant d'un *système d'alarme*, d'un *avertisseur de fumée* ou d'un *avertisseur de monoxyde de carbone* au-delà d'une troisième telle alarme non fondée au cours d'une période consécutive de douze mois à compter du déclenchement de la première *fausse alarme*.

En cas de pluralité de contraventions aux dispositions du présent article, chaque contravention constitue une infraction distincte et est passible des sanctions prévues au présent règlement.

2.4 SYSTÈME D'ALARME

2.4.1 ENTRETIEN ET INSPECTION

Tout *système d'alarme* doit constamment être maintenu en bon état.

Tout propriétaire doit faire effectuer une inspection annuelle du *système d'alarme* afin d'obtenir un rapport d'inspection et un certificat de conformité démontrant que ledit système répond à la norme CAN 4-S 536-82 intitulée « Mise à l'essai, inspection et entretien de réseaux d'avertisseurs incendie existants ». Le rapport d'inspection peut être consulté en tout temps par *l'autorité compétente*.

2.4.2 RESPONSABILITÉ DU PROPRIÉTAIRE OU L'UTILISATEUR D'UN SYSTÈME D'ALARME

Advenant une alarme incendie, *l'utilisateur d'un système d'alarme* ou l'un de ses répondants doit se rendre sur les lieux et s'y trouver dans les 15 minutes du déclenchement de l'alarme aux fins de donner accès aux lieux protégés pour en permettre l'inspection et la vérification intérieure, pour interrompre l'alarme ou rétablir le système s'il y a lieu.

2.4.3 AUTORITÉ DE FAIRE CESSER UNE ALARME DE PLUS DE 15 MINUTES

En l'absence de *l'utilisateur d'un système d'alarme* ou de l'un de ses répondants, *l'autorité compétente* peut prendre, aux frais de *l'utilisateur d'un système d'alarme*, les dispositions nécessaires pour faire cesser l'alerte sonore ou lumineuse dont l'émission dure depuis plus de 15 minutes consécutives suivant le déclenchement de l'alarme.

2.4.4 CALCUL DU DÉLAI

La computation des délais mentionnés aux articles 2.4.2 et 2.4.3 s'effectue à partir de l'heure inscrite sur la carte d'appel générée par la centrale d'urgence 9-1-1.

2.4.5 REQUÊTE DE RÉPARATION

En cas de fausse alarme ou d'une défektivité du *système d'alarme*, *l'autorité compétente* peut remettre à *l'utilisateur d'un système d'alarme* une requête de réparation du *système d'alarme* assortie d'un délai pour effectuer les correctifs nécessaires.

L'utilisateur d'un système d'alarme est tenu de faire réparer le *système d'alarme* dans le délai inscrit sur la requête par un technicien ayant une licence appropriée et valide de la Régie du bâtiment du Québec. En outre, il doit être en mesure de démontrer que la réparation a été effectuée.

2.4.6 AVIS DE FAUSSE ALARME

L'*autorité compétente* émet, à chaque déclenchement d'une *fausse alarme*, un avis formel assorti d'une requête de réparation à tout *utilisateur d'un système d'alarme* ayant été déclenché inutilement ou sans motif valable.

2.4.7 RAPPORT DE VÉRIFICATION

Le *propriétaire* de tout *bâtiment* où est installé un *système d'alarme* doit avoir en sa possession, rendre accessibles en tout temps à la demande du *service de sécurité incendie* et en permettre la reproduction, tous les rapports et certificats de vérification relatifs au *système d'alarme*.

2.4.8 RENVOI D'APPEL AU SERVICE 9-1-1

Il est interdit à toute personne d'utiliser ou permettre d'utiliser un *système d'alarme* qui, en cas de déclenchement, provoque un appel automatique au Service de police, au *service de sécurité incendie* ou au centre d'appel d'urgence 9-1-1.

2.5 AVERTISSEUR DE FUMÉE

2.5.1 EXIGENCES GÉNÉRALES

Un *avertisseur de fumée* fonctionnel et conforme à la norme CAN/ULC-S531-02 (*avertisseur de fumée*) doit être installé dans chaque *logement* et dans chaque pièce où l'on dort, mais qui ne fait pas partie d'un *logement*.

Dans un *logement* comportant plus d'un *étage*, au moins un *avertisseur de fumée* doit être installé à chaque *étage* à l'exception des greniers non chauffés et des vides sanitaires.

Lorsque l'aire d'un *étage* d'un *logement* excède 130 mètres carrés, un *avertisseur de fumée* additionnel doit être installé pour chaque unité de 130 mètres carrés ou chaque partie d'unité supplémentaire.

2.5.2 INSTALLATION

L'*avertisseur de fumée* doit être installé soit au plafond à au moins 10 centimètres d'un mur, soit sur un mur, de façon à ce que le haut de l'*avertisseur* se trouve à une distance de 10 à 30 centimètres du plafond.

À l'*étage* des chambres à coucher, un *avertisseur de fumée* doit être installé au plafond ou aux murs du corridor menant à moins de 3 mètres de l'accès à chaque chambre à coucher.

Aux autres *étages*, les *avertisseurs de fumée* doivent être placés près des escaliers de façon à intercepter la fumée qui provient des *étages* inférieurs.

Une distance minimale de 1 mètre doit être laissée entre un *avertisseur de fumée* et une bouche d'air ou un ventilateur de plafond afin d'éviter que l'air fasse dévier la fumée et l'empêche ainsi d'atteindre l'*avertisseur*. Pour l'application du présent article, un appareil utilisé comme échangeur d'air est assimilé à une bouche d'air.

De plus, l'installation temporaire d'un *avertisseur de fumée* est obligatoire dans toutes les pièces d'une construction et qui ne font pas partie d'un *logement*, à l'occasion où des personnes y dorment de façon ponctuelle.

2.5.3 ALIMENTATION ÉLECTRIQUE – NOUVEAU BÂTIMENT

Les *avertisseurs de fumée* installés dans un *bâtiment* érigé après l'entrée en vigueur du présent règlement doivent être raccordés de façon permanente à un circuit électrique muni d'une pile de secours. Il ne doit y avoir aucun dispositif de sectionnement entre le dispositif de protection contre les surintensités et l'*avertisseur de fumée*.

Lorsque plusieurs *avertisseurs de fumée* raccordés à un circuit électrique doivent être installés à l'intérieur d'un *logement*, ceux-ci doivent être reliés électriquement entre eux de façon à se déclencher automatiquement dès que l'un d'eux est déclenché.

Lorsqu'un nouveau *bâtiment* n'est pas alimenté en énergie électrique, les *avertisseurs de fumée* peuvent être alimentés par une pile.

2.5.4 ALIMENTATION À PILE

Sous réserve de l'article 2.5.3, les *avertisseurs de fumée* fonctionnant à pile sont autorisés uniquement dans les *bâtiments* érigés avant l'entrée en vigueur du présent règlement.

2.5.5 REMPLACEMENT

Un *avertisseur de fumée* doit être remplacé dans les cas suivants :

- a) si la date de fabrication indiquée sur le boîtier dépasse dix ans ;

- b) lorsque son installation remonte à plus de dix ans;
- c) lorsqu'il est brisé ou défectueux;
- d) Lorsque la date n'est plus inscrite et/ou apparente sur le boîtier.

Un *avertisseur de fumée* fonctionnant à pile doit être remplacé par un *avertisseur de fumée* à pile.

Un *avertisseur de fumée* alimenté électriquement doit être remplacé par un *avertisseur de fumée* électrique et muni d'une pile de secours.

2.5.6 RESPONSABILITÉ DU PROPRIÉTAIRE

Le *propriétaire* du *bâtiment* doit installer et prendre les mesures pour assurer le bon fonctionnement de tout *avertisseur de fumée*, incluant les réparations et le remplacement, lorsque nécessaire.

Dans le cas d'un *avertisseur* alimenté avec une pile, le *propriétaire* doit placer une pile neuve dans chaque *avertisseur de fumée* ainsi alimenté lors de la location du *logement* ou de la chambre par un nouveau *locataire*.

Le *propriétaire* doit fournir au locataire les directives d'entretien des *avertisseurs de fumée*, lesquelles doivent être affichées à un endroit facile d'accès pour la consultation par les *locataires*.

Le *propriétaire* doit vérifier mensuellement tout *avertisseur de fumée* situé dans les aires communes du *bâtiment* (hall d'entrée, corridor, cage d'escalier d'issue et sous-sol). Il doit également remplacer les piles, le cas échéant.

2.5.7 RESPONSABILITÉ DU LOCATAIRE OU OCCUPANT

Le *locataire* ou l'*occupant* d'un *logement* ou d'une chambre doit prendre les mesures nécessaires pour assurer le bon fonctionnement des *avertisseurs de fumée* situés à l'intérieur du *logement* ou de la chambre qu'il occupe.

Il doit remplacer la pile au besoin ou au moins une fois l'an, le cas échéant.

Si l'*avertisseur de fumée* est défectueux, il doit aviser le *propriétaire* sans délai.

2.5.8 ENTRETIEN ET MISE À L'ESSAI

Tout *avertisseur de fumée* doit rester libre de poussière, de peinture et de toute matière ou substance pouvant nuire à son bon fonctionnement.

Tout *avertisseur de fumée* doit être mis à l'essai et entretenu en conformité avec les directives du fabricant.

2.6 AVERTISSEUR DE MONOXYDE DE CARBONE

2.6.1 EXIGENCES GÉNÉRALES

Un *avertisseur de monoxyde de carbone* conforme à la norme CAN/CGA-6.19-M (*avertisseur de monoxyde de carbone résidentiel*) doit être installé selon les recommandations du fabricant dans les cas suivants :

- a) lorsque le *logement* est desservi par un appareil à combustion;
- b) dans tout *bâtiment* où un garage est directement relié à la résidence et où un véhicule ou un équipement fonctionnant à combustion est susceptible de se trouver.

Un *avertisseur de monoxyde de carbone* doit être installé et être en état de fonctionnement dans tout *bâtiment* existant au moment de l'entrée en vigueur du présent règlement, et ce, au plus tard dans le mois de l'entrée en vigueur de celui-ci.

2.6.2 RESPONSABILITÉ DU PROPRIÉTAIRE

Il est de la responsabilité du *propriétaire* de s'assurer que tout *avertisseur de monoxyde de carbone* requis soit installé, mis à l'essai et entretenu suivant les recommandations du fabricant.

Pour un *avertisseur au monoxyde de carbone* fonctionnant à piles, ces dernières doivent être changées également selon les recommandations du fabricant.

Tout *avertisseur de monoxyde de carbone* doit rester libre de poussière, de peinture et de toute matière ou substance pouvant nuire à son bon fonctionnement.

2.6.3 RESPONSABILITÉ DU LOCATAIRE OU OCCUPANT

Le *locataire* ou l'*occupant* d'un *logement* doit prendre les mesures pour assurer le bon fonctionnement de l'*avertisseur de monoxyde de carbone* situé à l'intérieur du *logement* qu'il occupe et exigé par le présent règlement, incluant le changement de la pile au besoin. Si l'*avertisseur au monoxyde de carbone*

est défectueux, il doit aviser le *propriétaire* sans délai.

Tout *détecteur de monoxyde de carbone* doit rester libre de poussière, de peinture et de toute matière ou substance pouvant nuire à son bon fonctionnement.

3. MATÉRIEL DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

3.1 APPLICATION

À moins d'indication contraire dans le texte, *l'autorité compétente* est responsable de l'application des dispositions du présent article.

3.2 INFRACTION

Constitue une infraction passible des sanctions prévues au présent règlement, toute contravention à l'une ou l'autre des dispositions contenues au présent article.

En cas de pluralité de contraventions aux dispositions du présent article, chacune d'elles constitue une infraction distincte et passible des sanctions prévues au présent règlement.

3.3 SYSTÈME DE GICLEURS AUTOMATIQUE

3.3.1 INSPECTION ANNUELLE ET RAPPORT

Une inspection annuelle d'un système de gicleurs automatique doit être effectuée par le *propriétaire* afin d'obtenir un rapport d'inspection, lequel peut être consulté en tout temps et reproduit à la demande de *l'autorité compétente*.

3.3.2 EMPLACEMENT

L'emplacement des raccords siamois ou autres dispositifs analogues doit être indiqué au moyen d'affiches et leur accès doit toujours être dégagé pour les pompiers et leurs équipements.

3.3.3 MISE HORS DE SERVICE D'UN SYSTÈME DE GICLEURS

Lors de toute réparation, le *propriétaire*, le *locataire* ou l'*occupant* d'un *bâtiment* doit, avant qu'il ne soit entrepris quelques travaux que ce soient sur un réseau de protection incendie ou qu'un réseau ne soit mis hors service, informer par écrit le *service de sécurité incendie* au moins 24 heures avant le début des travaux ou de la mise hors service du réseau.

Le *propriétaire*, le *locataire* ou l'*occupant* d'un *bâtiment* doit également informer par écrit le *service de sécurité incendie* de la fin des travaux ou de la remise en service du réseau.

3.3.4 IDENTIFICATION DES DISPOSITIFS DE CONTRÔLE

L'emplacement des dispositifs de contrôle d'un système de gicleurs automatique ainsi que le chemin pour s'y rendre doivent être clairement indiqués au moyen d'affiches.

3.4 EXTINCTEUR PORTATIF

3.4.1 OBLIGATION DU PROPRIÉTAIRE OU OCCUPANT

Tout *propriétaire* ou *occupant* d'un *bâtiment* où est installé un appareil de chauffage à combustible solide, liquide ou gazeux, doit avoir à sa disposition un extincteur portatif fonctionnel de type polyvalent (ABC), d'un volume minimal de 2,2 kilogrammes, installé près d'une issue sur le même *étage*.

3.4.2 AUTRES RISQUES

Tout local commercial doit être équipé d'un extincteur portatif choisi et installé conformément à la norme NFPA 10 (Normes concernant les extincteurs d'*incendie* portatifs Édition 1998).

3.4.3 EXTINCTEUR DE CLASSE K

Un extincteur de classe K au sens de la norme NFPA-10 doit être installé dans tout établissement commercial où des appareils de cuisson utilisant de l'huile ou de la graisse végétale ou animale sont utilisés. Un extincteur est requis pour tout appareil de cuisson utilisé dans l'établissement, et la distance de parcours entre cet appareil et l'extincteur ne doit pas dépasser 9,15 mètres.

4. ISSUES ET ACCÈS AUX ISSUES

4.1 APPLICATION

À moins d'indication contraire dans le texte, *l'autorité compétente* est responsable de l'application des dispositions du présent article.

4.2 INFRACTION

Constitue une infraction passible des sanctions prévues au présent règlement, toute contravention à l'une ou l'autre des dispositions contenues au présent article.

En cas de pluralité de contraventions aux dispositions du présent article, chacune d'elles constitue une infraction distincte et est passible des sanctions prévues au présent règlement.

4.3 OBLIGATION DU PROPRIÉTAIRE

Le *propriétaire* d'un *bâtiment* doit prendre toutes les mesures nécessaires afin que toutes les portes d'issue soient en bon état de fonction et que tous les accès aux issues du *bâtiment* soient dégagés et accessibles en tout temps.

4.4 OBLIGATION DU LOCATAIRE OU OCCUPANT

Le *locataire* ou l'*occupant* d'un *bâtiment* doit prendre toutes les mesures nécessaires afin que chaque issue de la partie de *bâtiment* louée soit en tout temps accessible et en bon état de fonction.

4.5 ISSUE COMMUNE

Dans le cas d'une issue commune à plusieurs *locataires*, le *propriétaire* doit prendre les dispositions nécessaires pour voir à son entretien.

4.6 SOUS-SOL D'UN BÂTIMENT

Lorsque des personnes occupent ou louent une partie du demi-sous-sol ou du sous-sol d'un *bâtiment*, l'*autorité compétente* doit exiger, du propriétaire du bâtiment, la mise aux normes des lieux occupés pour assurer une évacuation sécuritaire et efficace des lieux.

Tout *propriétaire* qui refuse ou néglige de se conformer à cette exigence dans les 90 jours de la réception d'un avis à cet effet commet une infraction.

4.7 BALCON ENNEIGÉ

Les balcons, les passages, les escaliers extérieurs et les accès d'un *bâtiment* doivent être libres de neige, de glace ou de tout autre débris.

Le *propriétaire* ou le *locataire* de tout *bâtiment* doit s'assurer de ne pas laisser s'accumuler de neige ou toute autre matière dans les chemins d'issue du *bâtiment* menant à la voie publique ainsi que sur les passages et escaliers extérieurs.

4.8 ENCOMBREMENT DES BALCONS

Il est interdit d'entreposer ou de laisser des biens de toute sorte de façon à encombrer ou à obstruer un balcon ou une véranda. Cet endroit doit être accessible, utilisable en tout temps et déneigé lors de la saison hivernale.

4.9 ISSUE – ÉCLAIRAGE ET INDICATION

L'issue et l'accès aux issues de tout *bâtiment public, commercial et/ou industriel* doivent être suffisamment éclairés et l'issue doit être identifiée au moyen d'un panneau indicateur de sortie lumineux.

5. APPAREIL DE CHAUFFAGE EXTÉRIEUR À COMBUSTIBLE SOLIDE

5.1 APPLICATION

À moins d'indication contraire dans le texte, l'*autorité compétente* est responsable de l'application des dispositions du présent article.

5.2 INFRACTION

Constitue une infraction passible des sanctions prévues au présent règlement, toute contravention à l'une ou l'autre des dispositions contenues au présent article.

En cas de pluralité de contraventions aux dispositions du présent article, chacune d'elles constitue une infraction distincte et est passible des sanctions prévues au présent règlement.

5.3 APPAREIL DE CHAUFFAGE EXTÉRIEUR À COMBUSTIBLE SOLIDE

5.3.1 Le présent article vise les appareils de chauffage à combustible solide installés à l'extérieur d'une construction et alimenté, par un procédé liquide, un ou des bâtiments ou des équipements extérieurs, tels piscines, cabanons, garages, etc. Ces unités de chauffage utilisent comme matériaux combustibles, le bois, les résidus de bois et autres matières dérivées, seules ou combinées avec un combustible fossile.

5.3.2 Tout appareil de chauffage extérieur à combustible solide est assujéti à la présente section et doit être conforme aux exigences fixées par le Règlement sur les appareils de chauffage au bois (décret no 509-2009) du Gouvernement du Québec.

5.3.3 Toute personne souhaitant installer un appareil de chauffage extérieur à combustible solide sur sa propriété doit au préalable faire une demande de permis en ce sens auprès de l'autorité compétente.

5.3.4 Aucun appareil de chauffage extérieur à combustible solide ne peut être installé en périmètre urbain.

5.3.5 Un appareil de chauffage extérieur à combustible solide peut être installé en dehors du périmètre urbain pour autant qu'il soit installé à au moins 12 mètres de toute structure et/ou tout bâtiment et à au moins 5 mètres de toute végétation (arbres, arbustes, etc.). Les dégagements ci-devant établis peuvent être réduits si l'homologation de l'appareil le permet.

5.3.6 L'appareil doit être équipé d'une cheminée, d'un pare-étincelles dont l'ouverture maximale des mailles n'excède pas un diamètre de plus de 10 millimètres dans sa partie la plus grande et d'un chapeau.

5.3.7 Toute canalisation entre les différents bâtiments, les équipements extérieurs et l'appareil de chauffage extérieur à combustible solide doit être faite de façon souterraine.

5.3.8 Le dégagement de fumée généré par l'appareil ne doit, en aucun temps, nuire au bien-être du voisinage.

5.3.9 La distance minimale entre l'appareil extérieur de chauffage et le lieu d'entreposage du combustible servant à l'alimenter doit être de 5 mètres dans le cas d'un entreposage à l'air libre et de 12 mètres lorsque celui-ci est protégé par un abri composé de matériaux combustibles.

5.3.10 Tout appareil de chauffage extérieur à combustible solide, servant exclusivement au chauffage de l'eau de la piscine, doit être installé à au moins 3 mètres de toute structure et/ou tout bâtiment et à au moins 2 mètres de toute végétation (arbres, arbustes, etc.). Pour la cheminée et le dégagement de fumée, les articles 5.3.6 et 5.3.8 s'appliquent.

5.3.11 Tout appareil de chauffage extérieur à combustible solide ne peut être utilisé à des fins d'incinérateur pour brûler des déchets domestiques, des matériaux de construction ou du bois traité.

6. FEUX EXTÉRIEURS

6.1 APPLICATION

6.1 À moins d'indication contraire dans le texte du présent article, l'autorité compétente est responsable de l'application du présent article.

6.2 TERMINOLOGIE

Aux fins du présent article, l'expression « feu extérieur » désigne indistinctement un feu de brûlage, un feu en plein air à des fins récréatives (qu'il soit à l'intérieur ou à l'extérieur d'un *périmètre d'urbanisation* ou sur un terrain de camping), ainsi qu'un feu de joie.

6.3 EXCLUSION

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas à un feu de cuisson de produits alimentaires sur un gril ou un barbecue ainsi qu'à un feu de foyer allumé sur un terrain situé à l'extérieur du *périmètre d'urbanisation*. Elles ne s'appliquent pas non plus pour l'utilisation d'un poêle à briquettes ou à charbon de bois.

6.4 PERMIS

Lorsqu'un permis est requis en vertu du présent article 6, le requérant doit, en plus de se conformer aux exigences qui y sont prévues, remplir les formalités suivantes :

- a) Identifier la personne physique qui sera le responsable de l'organisation du feu et qui signera l'engagement prévu au paragraphe d);
- b) Fournir son adresse, son numéro de téléphone, son numéro de cellulaire et son courrier électronique;
- c) Identifier le site où le feu sera allumé;
- d) Fournir un engagement par lequel le responsable s'engage à respecter toute et chacune des exigences requises en vertu du présent règlement;
- e) Payer les droits établis par règlement de la municipalité.

6.5 POUVOIRS DU DIRECTEUR OU DE L'AUTORITÉ COMPÉTENTE

6.5.1 RÉVOCATION DU PERMIS

Le *directeur* ou l'autorité compétente peut révoquer un permis déjà émis en vertu du présent article dans les situations suivantes :

- a) lorsque la vitesse du vent, continue ou en rafale, excède 20 km/h;
- b) lorsque la Société de protection des forêts contre le feu (SOPFEU) émet un avis d'interdiction de faire des feux à ciel ouvert dans la région;
- c) lorsque l'état de sécheresse de la végétation environnante représente un danger d'*incendie*;
- d) lorsque le feu est laissé sans une surveillance adéquate;
- e) lorsqu'une ou plusieurs conditions prévues au permis et aux dispositions du présent article ne sont pas respectées.

6.5.2 EXTINCTION D'UN FEU

Le *directeur* ou l'autorité compétente peut ordonner l'extinction d'un feu extérieur dans les situations suivantes :

- a) les exigences prévues au présent article ne sont pas respectées et il y a un risque sérieux pour la sécurité des personnes;
- b) lorsque les conditions climatiques risquent de provoquer une propagation ou une perte de contrôle du feu;
- c) lorsque le feu extérieur est laissé sans une surveillance adéquate.

Nul ne peut s'y opposer ou tenter d'empêcher l'extinction de ce feu.

6.6 INFRACTION

Constitue une infraction au présent règlement :

- a) Le fait d'allumer et de maintenir un feu de brûlage, un feu en plein air à des fins récréatives dans un camping et un feu de joie sans avoir demandé et reçu de permis à cet effet;
- b) le fait de refuser d'obtempérer à l'ordre d'extinction du feu extérieur le *directeur ou de l'autorité compétente*;
- c) le fait de laisser un feu extérieur sans une surveillance adéquate;
- d) le fait de faire un feu de brûlage, un feu en plein air à des fins récréatives dans un camping ou un feu de joie, et ce, sans permis obtenu au préalable;
- e) le fait de permettre, émettre ou tolérer que la fumée provenant de la combustion des matériaux utilisés pour un feu extérieur nuise au confort d'une personne habitant le voisinage.

6.7 FEU DE BRÛLAGE

6.7.2 CONDITIONS D'EXERCICE

Le détenteur du permis de brûlage doit respecter les conditions suivantes :

- a) Une personne raisonnable doit demeurer à proximité du site de brûlage jusqu'à l'extinction complète du feu et garder le plein contrôle du brasier;
- b) Posséder, sur les lieux où est allumé le feu, l'équipement requis pour combattre un *incendie* engendré par ce feu, tel que boyau d'arrosage, extincteur, tracteur de ferme ou autre équipement approprié;
- c) Avoir entassé en un ou plusieurs amoncellements les matières destinées au brûlage à une hauteur maximale de 2,5 mètres et sur une superficie maximale de 25 mètres carrés, tout en respectant une marge de dégagement entre les amoncellements et la forêt, le cas échéant, d'au moins 60 mètres;
- d) N'utiliser aucune des matières suivantes comme combustible : pneu ou autre matière à base de caoutchouc, déchet de construction ou autre, ordures, produit dangereux ou polluant ou tout autre produit dont la combustion est prohibée par les lois et règlements en vigueur;
- e) N'utiliser aucun produit inflammable ou combustible comme accélérateur;

- f) Le brasier doit être situé à au moins 60 mètres de tout *bâtiment*;
- g) Aviser le *service de sécurité incendie* avant l'allumage du feu et lors de l'extinction complète du brasier;
- h) N'effectuer aucun brûlage lors d'une journée très venteuse (vélocité du vent maximum permise : 20 km/h) et lorsque les vents dominants sont orientés vers un boisé;
- i) N'effectuer aucun brûlage lors d'une journée dont l'indice d'assèchement est élevé suivant la *Société de protection des forêts contre le feu* (SOPFEU);
- j) S'assurer que le feu est bien éteint avant de quitter les lieux.

6.7.3 EXIGENCE PRÉALABLE

Le détenteur du permis de brûlage doit en tout temps, avant de procéder au brûlage, vérifier avec la *Société de protection des forêts contre le feu* (SOPFEU) qu'il n'y a pas interdiction de brûlage.

Dans l'éventualité où il y aurait interdiction, le permis est automatiquement suspendu.

6.8 FEU EN PLEIN AIR À DES FINS RÉCRÉATIVES – HORS DU PÉRIMÈTRE D'URBANISATION

6.8.1 AUTORISATION

Un feu en plein air à des fins récréatives sur un terrain privé situé à l'extérieur du *périmètre d'urbanisation* est autorisé si toutes les conditions suivantes sont remplies :

- a) une personne raisonnable doit demeurer à proximité du site de brûlage jusqu'à l'extinction complète du feu et garder le plein contrôle du brasier;
- b) posséder, sur les lieux où est allumé le feu, l'équipement requis pour combattre un *incendie* engendré par ce feu, tel que boyau d'arrosage, extincteur, tracteur de ferme ou autre équipement approprié;
- c) le feu est situé à une distance minimale de 10 mètres de tout *bâtiment*, de tout arbre, de toute forêt ou tout boisé et de toute matière ou tout réservoir de matière combustible ou inflammable;
- d) les dimensions du feu sont d'une hauteur maximale de 1 mètre et d'un diamètre maximal de 1,5 mètre;
- e) le feu est entouré d'une structure faite de matière incombustible telle que la pierre, le béton, la brique et l'acier, d'une hauteur minimale de 30 centimètres;
- f) aviser le *service de sécurité incendie* avant l'allumage du feu et lors de l'extinction complète du brasier;
- g) n'effectuer aucun brûlage lors d'une journée très venteuse (vélocité du vent maximum permise : 20 km/h) et lorsque les vents dominants sont orientés vers un boisé;
- h) n'effectuer aucun brûlage lors d'une journée dont l'indice d'assèchement est élevé suivant la *Société de protection des forêts contre le feu* (SOPFEU);
- i) s'assurer que le feu est bien éteint avant de quitter les lieux.

Malgré le premier alinéa, il est permis de faire un feu en plein air à des fins récréatives lorsqu'il est contenu à l'intérieur d'un foyer extérieur qui répond aux exigences des articles 6.9.2 et 6.9.3 du présent règlement.

L'article 6.8 f. est abrogé

6.9 FEU EN PLEIN AIR À DES FINS RÉCRÉATIVES – À L'INTÉRIEUR DU PÉRIMÈTRE D'URBANISATION

6.9.1 DISPOSITION GÉNÉRALE

Un feu en plein air à des fins récréatives est permis à l'intérieur du *périmètre d'urbanisation* de la municipalité uniquement s'il est contenu à l'intérieur d'un foyer extérieur qui répond aux exigences du présent article.

6.9.2 STRUCTURE DU FOYER

Tout foyer extérieur doit respecter toutes les conditions suivantes :

- a) la structure du foyer doit être construite en pierre, en brique ou d'un métal résistant à la chaleur;
- b) l'âtre du foyer ne peut excéder 75 centimètres de largeur par 75 centimètres de hauteur par

60 centimètres de profondeur;

- c) la *cheminée* ainsi que l'âtre ou foyer extérieur doivent être munis d'un pare-étincelles dont l'ouverture maximale des mailles du pare-étincelles n'excède pas un diamètre de plus de 10 millimètres dans sa partie la plus grande;
- d) le foyer doit être situé à au moins 3 mètres de toute construction, de toute matière combustible, d'un arbre résineux, d'un boisé, d'une forêt ou de toute matière ou réservoir de matière combustible ou inflammable.

6.9.3 UTILISATION

Lorsqu'une personne utilise ou permet que soit utilisé un foyer extérieur, toutes les conditions suivantes doivent être respectées :

- a) seul le bois peut être utilisé comme matière combustible;
- b) les matières combustibles ne peuvent excéder la hauteur de l'âtre du foyer;
- c) tout allumage de feu ou tout feu doit être sur surveillance constante adéquate;
- d) toute personne qui allume ou qui permet que soit allumé un feu de foyer doit s'assurer qu'il y ait sur place un moyen pour éteindre le feu rapidement, notamment un seau d'eau, un tuyau d'arrosage, un extincteur ou tout autre dispositif semblable.

6.10 FEU EN PLEIN AIR À DES FINS RÉCRÉATIVES – TERRAIN DE CAMPING

6.10.1 PERMIS

Il est interdit à tout *propriétaire* ou responsable d'un terrain de camping de faire un feu en plein air ou de permettre ou laisser permettre que l'utilisateur dudit terrain puisse faire un feu en plein air, à moins que le *propriétaire* ou le responsable des lieux n'ait demandé et obtenu préalablement du *directeur*, un permis annuel émis en conformité avec le présent article.

Le permis est délivré lorsque les conditions suivantes sont respectées avec l'engagement du requérant à en observer les prescriptions :

- a) l'emplacement pour faire un feu en plein air est délimité par une structure de pierre, de brique, de béton, de métal ou d'autres matériaux semblables pouvant contenir les braises et les flammes qui entoure le feu sur au moins trois côtés de ce dernier et dont la structure est d'une hauteur d'au moins 30 centimètres;
- b) le *propriétaire* ou le responsable des lieux possède les moyens et les équipements appropriés pour éteindre le feu rapidement, notamment un seau d'eau, un tuyau d'arrosage, un extincteur ou tout autre dispositif semblable;
- c) en tout temps, il ne doit y avoir aucun risque avec des matières inflammables à proximité et une distance de dégagement de 4 mètres doit être maintenue face à tout contenant (bouteille ou réservoir) de gaz inflammable.

6.10.2 SUPERVISION – SURVEILLANCE

Le *propriétaire* ou la personne responsable d'un terrain de camping doit respecter et faire respecter les conditions suivantes :

- a) Une personne raisonnable doit demeurer à proximité du feu jusqu'à l'extinction complète du feu et garder le plein contrôle de ce dernier;
- b) N'utiliser aucune des matières suivantes comme combustible : pneu ou autre matière à base de caoutchouc, déchet de construction ou autre, ordures, produit dangereux ou polluant ou tout autre produit dont la combustion est prohibée par les lois et règlements en vigueur;
- c) N'utiliser aucun produit inflammable ou combustible comme accélérateur;
- d) N'allumer aucun feu lors d'une journée très venteuse (vélocité du vent maximum permise : 20 km/h);
- e) N'allumer aucun feu lors d'une journée où l'indice d'assèchement est élevé suivant la *Société de protection des forêts contre le feu* (SOPFEU) à une distance inférieure à 20 mètres d'un boisé;
- f) Les flammes du feu doivent être inférieures à 1 mètre de hauteur.

Toute personne qui fait un feu en plein air sur un terrain de camping est tenue de respecter les conditions du présent article.

6.11 FEU DE JOIE

6.11.1 PERMIS AU PRÉALABLE

Un permis autorisant la tenue d'un feu de joie est délivré par le directeur lorsque les conditions suivantes sont remplies, en plus de celles mentionnées à l'article 6.4 :

- a) le feu de joie est une activité prévue dans le cadre d'une fête populaire ou communautaire autorisée par le conseil sur la recommandation du *directeur*;
- b) Une autorisation écrite du propriétaire ou du gestionnaire du site où se tiendra le feu de joie;
- c) une copie de l'assurance responsabilité civile dont la couverture est égale ou supérieure à 2 000 000 \$ doit aussi être déposée et qui couvre la tenue d'un feu de joie.

6.11.2 MODALITÉS D'UTILISATION

L'utilisation d'un permis pour un feu de joie est assujettie aux modalités suivantes :

- a) l'assemblage des matières combustibles doit avoir moins de 2 mètres de hauteur et l'emprise au sol des matières moins de 4 mètres de diamètre;
- b) la vélocité du vent doit permettre d'allumer le feu sans risque;
- c) le feu doit être situé à une distance minimale de 15 mètres de tout bâtiment, boisé et toute matière ou tout réservoir de matière combustible;
- d) aucun pneu ou aucune autre matière à base de caoutchouc ne doit être utilisé et le combustible utilisé ne doit être que du bois exempt de toute peinture, vernis, scellant, enduit de préservation ou de tout autre produit chimique de même nature;
- e) aucun produit inflammable ou combustible ne doit être utilisé comme accélérateur sans la présence d'un pompier supervisant le tout;
- f) le lieu doit être aménagé de manière à ce que le feu de joie soit accessible aux équipements du service de sécurité incendie.

6.11.3 ALLUMAGE DU FEU DE JOIE

Nul ne peut allumer un feu de joie sans avoir obtenu, au préalable, l'autorisation du *directeur* ou d'un représentant autorisé.

6.11.4 SURVEILLANCE

Une surveillance constante du feu doit être faite par une personne adulte et des moyens nécessaires à l'extinction du feu doivent être disponibles à proximité de celui-ci, notamment un seau d'eau, un tuyau d'arrosage, un extincteur ou tout autre dispositif semblable.

6.11.5 VALIDITÉ

Le permis émis par le *directeur* pour un feu de joie n'est valide que pour la personne ou l'organisme qui en fait la demande et pour la date et l'heure pour lequel il est émis. Ce permis n'est ni cessible ni transférable.

7. UTILISATION ET VENTE DE PIÈCES PYROTECHNIQUES

7.1 APPLICATION

À moins d'indication contraire dans le texte, *l'autorité compétente* est responsable de l'application des dispositions du présent article.

7.2 TERMINOLOGIE

Pour l'application de la présente section, les mots ou expressions utilisés ont le sens suivant :

PIÈCES PYROTECHNIQUES À L'USAGE DES CONSOMMATEURS

Pièces pyrotechniques à faible risque conçues pour l'amusement, à l'usage du grand public. Ces pièces comprennent notamment des articles comme des chandelles romaines, des cierges merveilleux, des fontaines, des roues, des volcans, des mines et des serpentins, tels que définis par la classe 7.2.1 de la *Loi sur les explosifs* (RLRQ, c. E-22) et par *Règlement d'application de la Loi sur les explosifs* (RLRQ, c. E-22, r.1), et qui sont généralement vendues librement dans un établissement commercial (magasin, épicerie ou dépanneur).

PIÈCES PYROTECHNIQUES À GRAND DÉPLOIEMENT

Pièces pyrotechniques à haut risque réservées à l'usage des professionnels. Ces pièces comprennent notamment des articles comme des bombes aériennes, des barrages, des chutes

d'eau, des lances et des roues, tels que définis par la classe 7.2.2 de la *Loi sur les explosifs* et par le *Règlement concernant les explosifs*, et qui ne peuvent être achetées sans détenir une approbation d'achat délivrée en vertu de la *Loi sur les explosifs*.

PIÈCES PYROTECHNIQUES DESTINÉES À L'INDUSTRIE DU DIVERTISSEMENT

Pièces pyrotechniques à haut risque réservées à l'usage des professionnels. Ces pièces comprennent notamment des articles comme des gerbes, des mines ou des comètes. Cette catégorie comprend également les pièces pyrotechniques fabriquées sur mesure pour l'industrie de la télévision et du cinéma, tel que défini par la classe 7.2.5 de la *Loi sur les explosifs* et par le *Règlement d'application de la Loi sur les explosifs*, et qui ne peuvent être achetées sans détenir une approbation d'achat délivrée en vertu de la *Loi sur les explosifs*.

PIÈCES PYROTECHNIQUES

Pièces incluant indistinctement les pièces pyrotechniques à l'usage des consommateurs, les pièces pyrotechniques à grand déploiement ainsi que les pièces pyrotechniques destinées à l'industrie du divertissement.

7.3 PERMIS

Lorsqu'un permis ou une autorisation est requis en vertu du présent article, le requérant doit, en plus de se conformer aux exigences qui y sont prévues, remplir les formalités suivantes :

- a) Identifier la personne physique qui sera responsable;
- b) Fournir son adresse, son numéro de téléphone, son numéro de cellulaire et son courrier électronique;
- c) Identifier le site où seront lancées les pièces pyrotechniques;
- d) Fournir un engagement par lequel le responsable s'engage à respecter toute et chacune des exigences requises en vertu du présent règlement;
- e) Payer les droits établis par règlement de la municipalité.

7.4 INFRACTION

Constitue une infraction et est passible des peines prévues par le présent règlement :

- a) Le fait de fournir des informations inexactes au soutien de la demande de permis;
- b) le fait de refuser d'obtempérer à l'ordre d'interruption du lancement par le *directeur*;
- c) le fait de laisser ou de tolérer le déploiement ou le lancement d'une ou plusieurs *pièces pyrotechniques* sans une surveillance adéquate;
- d) le fait de ne pas respecter les exigences prévues au présent article.

Les infractions décrites au premier alinéa sont distinctes les unes des autres et punissables chacune par les sanctions prévues au présent règlement.

7.5 INTERRUPTION DU LANCEMENT DE PIÈCES PYROTECHNIQUES – POUVOIR DU DIRECTEUR

Le *directeur* peut ordonner l'interruption du lancement de *pièces pyrotechniques* dans les situations suivantes :

- a) les exigences prévues au présent article ne sont pas respectées et la sécurité des personnes et/ou des biens est en danger;
- b) lorsque les conditions climatiques risquent de provoquer une propagation ou une perte de contrôle des *pièces pyrotechniques*;
- c) lorsque les *pièces pyrotechniques* sont laissées sans une surveillance adéquate.

Nul ne peut s'y opposer ou tenter d'empêcher l'arrêt du lancement de *pièces pyrotechniques*.

7.6 PIÈCES PYROTECHNIQUES À L'USAGE DES CONSOMMATEURS

Nul ne peut utiliser de *pièces pyrotechniques à l'usage des consommateurs* à moins de 15 mètres de tout *bâtiment* ou dans un rayon de 200 mètres d'une usine, d'un poste d'essence, d'une station-service ou d'un entrepôt où se trouvent des explosifs, des produits chimiques, de l'essence ou autres produits inflammables.

7.6.1 CONDITIONS D'UTILISATION

L'utilisation de *pièces pyrotechniques à l'usage des consommateurs* est autorisée seulement aux conditions suivantes :

- a) le ou les utilisateurs doivent être âgés d'au moins dix-huit ans;
- b) elle est interdite sur le domaine public de la municipalité (parcs, places publiques, rues, etc.);
- c) elle doit se faire avec l'autorisation du *propriétaire* du terrain;
- d) il est interdit d'allumer des *pièces pyrotechniques* à partir d'un toit ou d'une structure d'un *bâtiment*;
- e) le terrain doit être libre de tout matériau ou débris, de façon à éviter les risques d'*incendie*;
- f) le terrain doit avoir une superficie minimum de 30 mètres par 30 mètres et être dégagé à 100 %;
- g) la zone de lancement et de dégagement doit être à une distance minimum de 15 mètres de toute maison, *tout bâtiment*, toute construction et tout champ cultivé;
- h) ces pièces pyrotechniques ne peuvent être mises à feu lorsque la SOPFEU émet une interdiction de feux à ciel ouvert ou que la municipalité décrète une interdiction pour l'utilisation extérieure de l'eau.

7.6.2 ENTREPOSAGE

L'entreposage de *pièces pyrotechniques à l'usage des consommateurs* doit être conforme à la *Loi sur les explosifs* et ses règlements.

Dans tous les cas, les conditions suivantes doivent être respectées :

- a) lorsqu'ils sont exposés à des fins de vente, les lots de pièces ne doivent pas dépasser 25 kilogrammes et ils doivent être montrés dans un présentoir vitré ou grillagé verrouillé à l'écart des marchandises inflammables et à l'abri des rayons du soleil ou d'une source de chaleur directe;
- b) aucune *pièce pyrotechnique* de ce genre ne peut être vendue à une personne de moins de 18 ans.

7.7 PIÈCES PYROTECHNIQUES À GRAND DÉPLOIEMENT ET PIÈCES PYROTECHNIQUES DESTINÉES À L'INDUSTRIE DU DIVERTISSEMENT – À L'EXTÉRIEUR D'UN BÂTIMENT

7.7.1 CONDITIONS D'UTILISATION

L'utilisation, à l'extérieur d'un *bâtiment*, de *pièces pyrotechniques à grand déploiement* et des *pièces pyrotechniques destinées à l'industrie du divertissement*, est assujettie à un permis émis par le *directeur* et est conditionnelle au respect des exigences suivantes :

- a) la demande de permis doit être complète et les droits doivent être payés, le cas échéant;
- b) la demande doit aussi indiquer le nom de l'artificier responsable de l'allumage ainsi que ses coordonnées et fournir l'attestation de l'autorité fédérale confirmant sa qualité;
- c) la demande doit aussi fournir au *service de sécurité incendie* la preuve qu'il a l'autorisation du *propriétaire* et du *locataire* du terrain où se fera le lancement des pièces pyrotechniques, ainsi que du *propriétaire* ou du *locataire* du terrain qui sera utilisé pour les retombées de ces pièces pyrotechniques;
- d) l'artificier doit fournir un schéma du terrain où se fera le feu d'artifice pour prévoir l'aire de lancement, l'aire de dégagement et de retombée, le périmètre de sécurité et les espaces occupés par le public;
- e) l'artificier doit également fournir le plan de la sécurité prévu pour le déroulement des activités;
- f) l'usage de pétards est interdit en tout temps.

7.8 PIÈCES PYROTECHNIQUES DESTINÉES À L'INDUSTRIE DU DIVERTISSEMENT – À L'INTÉRIEUR D'UN BÂTIMENT

L'utilisation de *pièces pyrotechniques destinées à l'industrie du divertissement* à l'intérieur d'un *bâtiment* est interdite sauf si une demande est faite au *service de sécurité incendie* et qu'un permis est délivré à cet effet.

Les formalités et exigences mentionnées aux articles 7.3 et 7.7.1 s'appliquent avec les adaptations nécessaires.

De plus, l'émission du permis est conditionnelle à ce que les formalités suivantes soient observées par le requérant :

- a) les mesures de sécurité et le tir de ces pièces pyrotechniques sont conformes au document « Pyrotechnie, manuel des effets spéciaux » de la Division de la réglementation des explosifs du ministère des Ressources naturelles (Canada) pour la pyrotechnie intérieure;
- b) que le *bâtiment* ou la pièce où se produit le spectacle possède un nombre suffisant d'issues de secours;
- c) que les corridors de déplacement et les accès aux issues sont libres de tout encombrement qui pourrait ralentir le flot d'évacuation;
- d) que les équipements d'extinction sont conformes aux directives du *service de sécurité incendie*;
- e) que le nombre de personnes n'excède pas le nombre permis par calcul de la capacité de la salle;
- f) que la scène, les rideaux, les tentures ou autres sont d'une matière incombustible ou traitée pour la rendre incombustible.

7.9 TIR D'ESSAI

La personne à qui un permis est délivré pour l'usage de pièces pyrotechniques destinées à l'industrie du divertissement doit, lors de l'utilisation de telles pièces pyrotechniques, effectuer un tir d'essai, sur demande *directeur*, avant le moment prévu pour le feu d'artifice.

8. GAZ COMPRIMÉ

8.1 APPLICATION

À moins d'indication contraire dans le texte, l'*autorité compétente* est responsable de l'application des dispositions du présent article.

8.2 INFRACTION

Constitue une infraction passible des sanctions prévues au présent règlement, toute contravention à l'une ou l'autre des dispositions contenues au présent article.

En cas de pluralité de contraventions aux dispositions du présent article, chacune d'elles constitue une infraction distincte et est passible des sanctions prévues au présent règlement.

8.3 ASSUJETTISSEMENT

Toute nouvelle installation ainsi que tout remplacement et ajout de bouteilles, bonbonne ou réservoir de gaz comprimé à une installation existante est assujettie au présent article.

8.4 CAGE D'ENTREPOSAGE EXTÉRIEUR DES BOUTEILLES

Toute nouvelle cage destinée à l'entreposage des bouteilles de 9 et 13,6 kilogrammes de gaz propane, aux fins de vente ou d'échange, doit être conforme aux normes en vigueur et installée à une distance égale ou supérieure à 7,6 mètres de tout *bâtiment*.

Toute modification d'une cage destinée à l'entreposage des bouteilles de 9 et 13,6 kilogrammes de gaz comprimé existantes à la date d'entrée en vigueur du présent règlement devra inclure, si ladite cage n'est pas installée conformément aux normes en vigueur et installée suivant le dégagement requis, des mesures d'atténuation des risques générés par la non-conformité des installations acceptées par l'autorité compétente.

Une cage installée à proximité d'une voie de circulation doit être protégée adéquatement contre tout choc mécanique.

8.5 ENTREPOSAGE INTÉRIEUR DES GAZ COMPRIMÉS

Sauf pour les extincteurs portatifs, il est interdit d'entreposer à l'intérieur de tout *bâtiment*, des gaz comprimés aux endroits suivants :

- a) dans les issues ou les corridors d'accès à l'issue;
- b) à l'extérieur, sous les escaliers de secours, les escaliers, les passages ou les rampes d'issues;
- c) à moins de 1,50 mètre d'une issue, d'une prise d'air ou de toute ouverture du *bâtiment*.

Pour l'application du présent article, l'expression « gaz comprimés » désigne des bouteilles, bonbonnes et réservoirs de gaz comprimé, tels que définis selon la classe 2 du *Règlement sur le transport des matières dangereuses*, comme par exemple le propane, le butane ou l'acétylène.

8.6 DÉCLARATION DE TRAVAUX

Les installateurs et fournisseurs de gaz propane devront obligatoirement déclarer à l'*autorité compétente* les situations suivantes :

- a) Avant toute nouvelle installation, ainsi que tout remplacement ou ajout de réservoirs et/ou bouteilles, la firme chargée d'effectuer les travaux doit en aviser le *service de sécurité incendie* par écrit.
- b) L'avis de travaux doit comprendre les éléments suivants : nom et coordonnées de la firme exécutant les travaux, responsable du dossier, objet des travaux, date prévue de réalisation des travaux, nom du client et adresse de réalisation des travaux.
- c) Toute installation ou modification apportée à une installation existante doit être conforme à la norme CAN/CSA-B149.1-05 « *Code d'installation du gaz naturel et du propane* » et doit être effectuée par une firme détenant une licence de la Régie du *bâtiment* du Québec portant le numéro 4235.
- d) Tout réservoir ou toute bouteille installés sur un immeuble doit être en tout temps visible depuis la voie publique ou en faisant le tour du ou des *bâtiments(s)* desservis(s) par ce réservoir ou cette bouteille.
- e) Tout réservoir ou toute bouteille installés à proximité d'une voie de circulation doit être protégé adéquatement contre tout choc mécanique.
- f) La distance d'installation des bouteilles et des réservoirs par rapport aux *bâtiments* d'usage commercial, industriel, institutionnel et agricole doit être d'au moins 7,6 mètres de tout bâtiment. Cette distance pourra être réduite de 25 % si une enceinte incombustible est érigée sur au moins trois des faces du réservoir ou de la bouteille incluant la face la plus exposée.
- g) La distance d'installation des réservoirs et des bouteilles de gaz propane par rapport à un *bâtiment* à usage résidentiel doit être conforme à la norme CAN/CSA-B149.11-06 / *Code d'installation du gaz naturel et du propane*.
- h) La soupape de décharge de toute bouteille de propane alimentant un *bâtiment* doit être orientée de manière à ce que le gaz s'en échappant ne soit pas dirigé vers :
 - une quelconque partie de la bouteille, d'une bouteille adjacente ou de la tuyauterie;
 - un élément quelconque de la structure de tout *bâtiment* se trouvant à proximité;
 - une issue ou toute ouverture d'un *bâtiment* se trouvant à proximité.

8.7 DÉROGATION

Lorsque les distances d'installation prescrites pour un réservoir et une bouteille de gaz propane ne peuvent être respectées, l'*autorité compétente* se rendra sur les lieux à la demande de l'installateur et pourra, s'il le juge acceptable, accorder une dérogation quant à la distance du réservoir ou de la bouteille par rapport aux *bâtiments*.

Cette dérogation peut être accordée uniquement dans le cas où l'installation projetée peut se faire dans le respect des objectifs de protection incendie visés par le présent règlement en matière d'installation des bouteilles et des réservoirs de gaz propane et que lorsque l'installation projetée dessert un bâtiment à usage commercial, industriel, institutionnel et agricole. Les objectifs visés sont les suivants :

- a) soustraire les bouteilles et les réservoirs de gaz propane à l'exposition directe des flammes;
- b) réduire les effets du rayonnement thermique sur ces bouteilles et réservoirs;
- c) accroître le niveau de sécurité pour les divers intervenants et le public;
- d) assurer une efficacité accrue de l'*intervention* au niveau du *bâtiment*.

En pareilles circonstances, l'autorité compétente peut accorder une dérogation.

8.8 SERVICE DE REMPLISSAGE

Toute compagnie offrant le service de remplissage de réservoirs de propane doit fournir au *service de sécurité incendie* la liste de ses clients qui possèdent des réservoirs de 45,3 kilogrammes et plus. Cette liste doit être mise à jour au 31 décembre de chaque année.

9. BORNE D'INCENDIE PUBLIQUE

9.1 APPLICATION

À moins d'indication contraire dans le texte, *le directeur* est responsable de l'application des dispositions du présent article.

9.2 INFRACTION

Constitue une infraction et est passible des sanctions prévues au présent règlement, tout manquement à l'une ou l'autre des dispositions prévues au présent article.

En cas de pluralité de contraventions aux dispositions du présent article, chacune d'elles constitue une infraction distincte et est passible des sanctions prévues au présent règlement.

9.3 CONSTRUCTION

Il est interdit à quiconque d'ériger toute construction de manière à nuire à l'utilisation ou à la visibilité d'une borne d'incendie.

9.4 ESPACE LIBRE

Un espace libre d'un rayon d'au moins 1,5 mètre doit être maintenu autour d'une borne d'incendie pour ne pas nuire à son utilisation.

9.5 NEIGE

Il est interdit à quiconque de jeter de la neige ou toute autre matière sur une borne d'incendie.

9.6 UTILISATION

Il est interdit à toute personne, autre qu'un employé municipal dans l'exercice de ses fonctions, ou toute personne autorisée par le conseil municipal, d'utiliser une borne d'incendie pour obtenir de l'eau ou pour effectuer une vérification de pression, sauf dispositions prévues au présent règlement.

9.7 ALTÉRATION

Nul ne peut, de quelque manière que ce soit, modifier, altérer ou enlever une partie d'une borne d'incendie incluant le panneau indicateur.

10. BORNE D'INCENDIE PRIVÉE

10.1 APPLICATION

À moins d'indication contraire dans le texte, *le directeur* est responsable de l'application des dispositions du présent article.

10.2 OBLIGATION D'ENTRETIEN

Une borne d'incendie privée, une soupape à borne indicatrice et les raccordements à l'usage du *service de sécurité incendie* doivent être maintenus en bon état de fonctionnement, visible et accessible en tout temps.

10.3 POTEAU INDICATEUR DE BORNE D'INCENDIE PRIVÉE

Un poteau indicateur de borne d'incendie avec pictogramme doit être installé pour indiquer chaque borne d'incendie et être visible des deux directions de la voie publique. Les informations suivantes doivent y apparaître :

- a) le symbole représentant une borne d'incendie;
- b) le fond du panneau doit être de couleur jaune, rétro réfléchissante;
- c) le numéro de la borne d'incendie;
- d) l'indication en couleur du débit de la borne d'incendie.

11. PRISE D'EAU SÈCHE POUR INCENDIE

11.1 APPLICATION

À moins d'indication contraire dans le texte, *le directeur* est responsable de l'application des dispositions du présent article.

11.2 INFRACTION

Constitue une infraction et est passible des sanctions prévues au présent règlement, tout manquement à l'une ou l'autre des dispositions prévues au présent article.

En cas de pluralité de contraventions aux dispositions du présent article, chacune d'elles constitue une infraction distincte et est passible des sanctions prévues au présent règlement.

11.3 ESPACE LIBRE

Un espace libre de toute haute végétation ou obstacle doit être maintenu autour d'une prise d'eau sèche afin de ne pas nuire à son accès ou à son utilisation.

11.4 CONSTRUCTION

Il est interdit d'ériger toute construction de manière à nuire à l'utilisation ou à la visibilité d'une prise d'eau sèche.

11.5 UTILISATION

Il est interdit à toute personne, autre qu'un employé municipal dans l'exercice de ses fonctions ou toute autre personne que le directeur autorise, d'utiliser une prise d'eau sèche pour obtenir de l'eau, sauf dispositions prévues au présent règlement.

12. RAMONAGE DE CHEMINÉES

12.1 APPLICATION

À moins d'indication contraire dans le texte, le *directeur* est responsable de l'application des dispositions du présent article.

12.2 INFRACTION

Constitue une infraction et est passible des sanctions prévues au présent règlement, tout manquement à l'une ou l'autre des dispositions prévues au présent article.

En cas de pluralité de contraventions aux dispositions du présent article, chacune d'elles constitue une infraction distincte et est passible des sanctions prévues au présent règlement.

12.3 OBLIGATION GÉNÉRALE

Toute *cheminée* d'un *bâtiment* sur laquelle est raccordé un appareil producteur de chaleur alimenté par un combustible solide doit être ramonée au moins une fois par année. Dans le cas d'un appareil alimenté par un combustible liquide, le ramonage de la *cheminée* doit s'effectuer au moins une fois aux deux ans.

En tout état de cause, toute *cheminée* d'un *bâtiment* sur laquelle est raccordé un appareil producteur de chaleur alimenté par un combustible autre que solide doit être ramonée aussi souvent que le justifie son utilisation.

Tous les accessoires que comporte une *cheminée*, y compris la grille, le clapet de contrôle, le pare-étincelles, la porte de ramonage, le cendrier, le tuyau de raccordement et l'appareil producteur de chaleur doivent être nettoyés aussi souvent que nécessaire afin qu'ils soient en tout temps efficaces et fonctionnels.

12.4 INSTALLATION DES APPAREILS REPRODUCTEURS DE CHALEUR ET DE CHEMINÉES

L'installation et l'entretien des appareils producteurs de chaleur et des *cheminées* doivent se faire par une personne qualifiée selon les normes du fabricant, un rapport de conformité peut être demandé par l'*autorité compétente*.

12.5 OBLIGATION DU PROPRIÉTAIRE OU L'OCCUPANT D'UN BÂTIMENT

Le *propriétaire* ou l'*occupant* d'un *bâtiment* doit maintenir la *cheminée* et l'ensemble des composantes en bon état de fonctionnement.

12.6 ACCÈS À LA CHEMINÉE

Toute trappe de ramonage de *cheminée* doit être facilement accessible en tout temps et libre de tout obstacle afin d'en permettre l'inspection.

13. AUTRES DISPOSITIONS

13.1 INFRACTION

Constitue une infraction passible des sanctions prévues au présent règlement, toute contravention à

l'une ou l'autre des dispositions contenues au présent article.

En cas de pluralité de contraventions aux dispositions du présent article, chacune d'elles constitue une infraction distincte et est passible des sanctions prévues au présent règlement.

13.2 DISPOSITION DES CENDRES

La présente disposition est applicable par le *directeur*.

Il est interdit de déposer des cendres sur un plancher de bois ou à proximité d'une cloison ou d'une boiserie.

Les cendres doivent être déposées dans un enclos fait de matériaux résistants au feu ou dans un réceptacle à fond surélevé incombustible, recouvert d'un couvercle incombustible. Ce récipient doit être entreposé à l'extérieur à un minimum de 1 mètre de tout *bâtiment* ou de toute autre matière combustible.

13.3 AMONCELLEMENT DE MATÉRIAUX

La présente disposition est applicable par l'*autorité compétente*.

Le fait de constituer ou de laisser sur un terrain ou près d'un *bâtiment* un amoncellement de matériaux qui présentent un risque d'*incendie* ou de nuire au travail des pompiers constitue une nuisance et est prohibé.

13.4 ACCUMULATION DE MATIÈRES COMBUSTIBLES

La présente disposition est applicable par l'*autorité compétente*.

Il est interdit d'accumuler à l'intérieur et autour des *bâtiments* des matières combustibles qui, en raison de leur quantité ou de leur emplacement, présentent un risque d'*incendie* anormal.

Il est interdit d'accumuler, dans une gaine de ventilation, un moyen d'évacuation, un local technique ou une chambre d'appareillage électrique, d'autres matières combustibles que celles pour lesquelles ces endroits sont conçus.

13.5 APPAREIL DE CUISSON – FRITEUSE COMMERCIALE – HOTTE – CONDUIT D'ÉVACUATION

La présente disposition est applicable par le *chef du Service régional de prévention* ou le directeur du service de sécurité incendie, si la municipalité n'est pas membre du service régional de prévention.

Une cuisinière ou une friteuse commerciale doit être conforme à la norme NFPA 96, *Standard for Ventilation Control and Fire Protection of Commercial Cooking Operations*.

La hotte aspirante d'une cuisinière ou d'une friteuse commerciale doit être reliée à un conduit d'échappement et respecter les normes suivantes :

- a) être installée à plus de 2,1 mètres du plancher;
- b) être munie d'un filtre;
- c) être équipée d'un système d'extincteur fixe approprié.

Le conduit d'évacuation de hotte doit respecter les normes suivantes :

- a) être pourvu d'un intercepteur de graisse et être également pourvu de portes de nettoyage à tous les 7,5 mètres de longueur au maximum et à chaque angle;
- b) ne pas être raccordé à un autre conduit d'évacuation telle une *cheminée* desservant un appareil producteur de chaleur;
- c) être tenu continuellement en bon état (un registre des inspections effectuées doit être tenu et être accessible en tout temps pour les membres du service);
- d) être de modèle scellé (*Enclosed Motor*), pour un moteur actionnant l'éventail dans un tel conduit d'évacuation.

Le conduit d'échappement sur une friteuse, s'il traverse des pièces occupées, doit être isolé ou être équipé d'un système d'extincteurs automatiques approprié.

La hotte et le conduit d'évacuation doivent faire l'objet d'un entretien et d'un nettoyage au moins une fois par année.

Le *propriétaire*, le *locataire* ou l'*occupant* de tout *bâtiment* où est installée une hotte commerciale doit avoir en sa possession tous les rapports et certificats de vérification et de nettoyage. Ces documents doivent être accessibles en tout temps et reproductibles à la demande du *chef du Service régional de prévention* ou du directeur du service de sécurité incendie, si la municipalité n'est pas membre du

service régional de prévention.

13.6 CONSTRUCTION DANGEREUSE

La présente disposition est applicable par le directeur.

Tout *bâtiment* endommagé suite à un *incendie* doit être solidement barricadé par son *propriétaire*.

Le *propriétaire* de tout *bâtiment* incendié doit, sur ordre du *directeur*, le barricader solidement dans les 12 heures suivant l'extinction de l'*incendie* et il doit le demeurer tant que les travaux de rénovation ou de démolition ne sont pas terminés. À défaut par le *propriétaire* d'y procéder dans ce délai, l'officier responsable pourra faire exécuter les travaux requis, le tout aux frais du *propriétaire*.

Le *propriétaire* d'un *bâtiment* endommagé par un *incendie* et dont une partie risque de s'écrouler doit procéder à la consolidation ou à la démolition des structures dangereuses, ainsi qu'au nettoyage du site.

À défaut par le *propriétaire* d'y procéder dans les délais prescrits par le directeur, et suite à la réception d'un avis verbal ou écrit à cet effet, la municipalité pourra effectuer ou faire effectuer les travaux requis, le tout aux frais du *propriétaire*.

13.7 MATÉRIAUX DÉCORATIFS

La présente disposition est applicable par l'*autorité compétente*.

Dans un *bâtiment public*, il est interdit d'utiliser les matériaux décoratifs constitués de paille, de foin, de plantes séchées, d'arbres résineux coupés tels que le sapin, le pin et l'épinette ou des branches de ceux-ci, de nitrocellulose ou de papier crêpé, sauf s'ils rencontrent les exigences de la norme CAN/ULC S.109-03 (essais de comportement au feu des tissus et pellicules ininflammables).

13.8 BÂTIMENT VACANT OU ABANDONNÉ

La présente disposition est applicable par l'*autorité compétente*.

Le *propriétaire* d'un *bâtiment* vacant situé à l'intérieur du *périmètre d'urbanisation* de la municipalité doit, en tout temps, s'assurer que l'intérieur et l'extérieur des locaux sont libres de débris ou de substances inflammables et exempts de tout danger pouvant causer des dommages à autrui. Toutes les ouvertures doivent être convenablement fermées et verrouillées ou barricadées de façon à prévenir l'entrée de personnes non autorisées.

De plus, l'accès au *bâtiment* doit être dégagé en tout temps et déneigé en hiver de façon à permettre la circulation de véhicules d'incendie.

À défaut par le *propriétaire* de procéder dans les délais prescrits par l'*autorité compétente*, et suite à la réception d'un avis verbal ou écrit à cet effet, la Municipalité pourra effectuer ou faire effectuer les travaux requis, le tout aux frais du *propriétaire*.

Nonobstant ce qui précède, toute contravention au présent article constitue une infraction passible des peines prévues au présent règlement.

13.9 ANOMALIES RELATIVES À L'ÉLECTRICITÉ, LA STRUCTURE OU À L'INSTALLATION DE CHAUFFAGE

La présente disposition est applicable par l'*autorité compétente*.

Lorsqu'au cours d'une inspection des anomalies particulières relatives à l'électricité ou à la structure ou à une installation de chauffage d'un *bâtiment* sont trouvées, l'*autorité compétente* peut demander au *propriétaire* du *bâtiment* de faire procéder, à ses frais, à une inspection effectuée par un professionnel reconnu, lequel doit faire rapport par écrit au *service de sécurité incendie*.

Toute contravention au présent article constitue une infraction passible des peines prévues au présent règlement.

13.10 MESURES DE PROTECTION SUITE À UNE INTERVENTION – OBLIGATION DU PROPRIÉTAIRE

La présente disposition est applicable par le *directeur*.

Le *propriétaire* ou le *locataire* d'un *bâtiment* à l'égard duquel le *service de sécurité incendie* doit intervenir est tenu de se rendre sur les lieux afin d'assurer la protection des lieux une fois l'*intervention* terminée.

En cas de défaut de la part du *propriétaire* ou du *locataire* de prendre de telles mesures, le *service de sécurité incendie* ou un agent de la paix appelé sur les lieux peut :

- a) dans le cas d'un *bâtiment* résidentiel, verrouiller les portes ou, si cela est impossible, utiliser tout autre moyen nécessaire afin d'assurer la protection du *bâtiment*;

- b) dans le cas d'un *bâtiment* autre que résidentiel, faire surveiller l'endroit par un agent de sécurité jusqu'à ce qu'une personne autorisée par l'utilisateur rétablisse le *système d'alarme* et assure la sécurité du *bâtiment*.

Les dépenses encourues pour assurer la protection d'un *bâtiment* suite à une telle *intervention* sont à la charge du *propriétaire* ou du *locataire* de ce lieu.

13.11 OBLIGATION D'AVOIR ET AFFICHER L'ADRESSE CIVIQUE D'UN BÂTIMENT

La présente disposition est applicable par l'*autorité compétente*.

Tout *bâtiment* principal doit être muni d'une adresse civique (numéro municipal) dont les chiffres ont une dimension minimale 7,7 centimètres de hauteur et de 5 centimètres de largeur sur fond contrastant. De plus, une plaque devra être installée en permanence en façade du *bâtiment* et être visible de la voie publique.

Pour les *bâtiments* situés à plus de six (6) mètres de la voie publique, cette plaque devra être installée sur le terrain du *propriétaire* en bordure de l'emprise de voie publique.

Lorsque le *bâtiment* est situé sur un chemin privé, une plaque indiquant le numéro civique devra être installée à chaque embranchement y conduisant.

Toute contravention au présent article constitue une infraction passible des peines prévues au présent règlement.

L'article 13.11 est abrogé

13.12 ACCÈS À UN BÂTIMENT À RISQUES ÉLEVÉS OU TRÈS ÉLEVÉS

La présente disposition est applicable par le *chef du Service régional de prévention* ou le *directeur du service de sécurité incendie*, si la municipalité n'est pas membre du service régional de prévention.

Tout *bâtiment* à risques élevés ou très élevés, dont l'accès requiert une clef, peut être muni d'une boîte à clefs. Advenant ce choix par le *propriétaire* ou le gestionnaire, cette installation doit être autorisée par le *chef du Service régional de prévention* ou le *directeur du service de sécurité incendie*, si la municipalité n'est pas membre du service régional de prévention, selon les exigences minimales suivantes :

La boîte à clefs doit minimalement posséder les caractéristiques suivantes :

- a) la serrure de la boîte doit être compatible avec un système approuvé par le comité de sécurité incendie et sécurité civile et compatible avec celui que détient le *service de sécurité incendie* pour l'ouverture des boîtes à clefs;
- b) la clef servant à ouvrir la boîte doit être conçue de manière à ne pouvoir être reproduite.

13.13 INSTALLATION ÉLECTRIQUE

La présente disposition est applicable par l'*autorité compétente*.

Conformément au chapitre V du Code de construction du Québec, toute boîte de sortie, d'interrupteur ou de jonction doit être munie d'un couvercle répondant aux normes pour les appareils électriques.

Conformément au chapitre V du Code de construction du Québec, les boîtes, coffrets, garnitures, luminaires et douilles de lampe doivent être fixés solidement et tout panneau de distribution doit être muni d'un couvercle.

Un espace libre d'au moins 1 mètre autour des panneaux de contrôle, de distribution et de commande électrique doit être maintenu de façon permanente afin de permettre leur accès.

Tout appareil électrique, qu'il soit domestique ou commercial, doit être homologué par une firme reconnue au Québec.

Un espace libre d'au moins 15 centimètres ou selon les exigences du manuel du fabricant doit être maintenu de façon permanente au-dessus et à l'avant de tout appareil de chauffage électrique.

Toute contravention à l'une ou l'autre des dispositions du présent article constitue une infraction passible des peines prévues au présent règlement.

13.14 VENDEUR ITINÉRANT DE PRODUITS OU SERVICES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ INCENDIE

La présente disposition est applicable par le *directeur*.

Tout vendeur itinérant en matière de sécurité incendie voulant faire de la sollicitation sur le territoire de la municipalité, devra obtenir une autorisation du *directeur*, en fournissant obligatoirement les renseignements suivants :

- a) la demande d'autorisation doit être accompagnée d'une copie du permis émis en vertu de la *Loi sur la protection du consommateur* (RLRQ, c. P-40.1) ;
- b) les accréditations nécessaires ;
- c) la preuve d'assurance responsabilité;
- d) une description détaillée des produits et services offerts ; lorsque le service offert au consommateur est l'inspection et l'entretien d'extincteur, la norme NFPA-10 (*Norme concernant les extincteurs d'incendie portatifs*) devra être respectée.
- e) le nom de chaque représentant affecté à la vente de porte-à-porte sur le territoire de la municipalité.

L'article 13.14 est abrogé

14. PLAN DE SÉCURITÉ INCENDIE – BÂTIMENT À RISQUES ÉLEVÉS OU TRÈS ÉLEVÉS

14.1 APPLICATION

À moins d'indication contraire dans le texte, le *chef du Service régional de prévention* ou le *directeur du service de sécurité incendie*, si la municipalité n'est pas membre du service régional de prévention, est responsable de l'application des dispositions du présent article.

14.2 INFRACTION

Toute contravention à l'une ou l'autre des dispositions du présent article constitue une infraction passible des peines prévues au présent règlement.

14.3 PLAN DE SÉCURITÉ INCENDIE

Dans un *bâtiment* de catégorie de risques élevés ou très élevés, excluant un *bâtiment* à usage agricole, le *chef du Service régional de prévention* ou le *directeur du service de sécurité incendie*, si la municipalité n'est pas membre du service régional de prévention, peut exiger qu'un plan de sécurité incendie soit préparé avec sa collaboration par le *propriétaire*, le *locataire* ou l'*occupant* du *bâtiment*.

Ce plan doit faire l'objet d'une mise à jour annuelle et doit contenir les points suivants :

- a) les mesures à prendre en cas d'*incendie*;
- b) la désignation et la préparation d'un personnel de surveillance pour les opérations de sécurité incendie;
- c) la formation à donner au personnel et aux autres *occupants*;
- d) les plans d'évacuation approuvés ainsi que leur version devant être affichés au mur;
- e) la tenue d'exercices annuels d'évacuation;
- f) la surveillance des risques d'*incendie*;
- g) un registre des inspections et de l'entretien des installations de sécurité telles que les systèmes d'alarme incendie, les unités d'éclairage d'urgence, les panneaux indicateurs de sortie, les extincteurs portatifs ainsi que tous les autres équipements pouvant servir lors d'une situation d'urgence.

15. DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES, PÉNALES ET FINALES

15.1 AUTORISATION

L'autorité compétente est autorisée à émettre, pour et au nom de la municipalité, un constat d'infraction à toute personne qui contrevient aux dispositions du présent règlement.

15.2 AMENDE

Toute infraction aux dispositions du présent règlement est passible d'une amende établie conformément au présent article.

S'il s'agit d'une personne physique, l'amende minimale est d'au moins 500 \$ et d'au plus 2 000 \$ pour la première infraction, et pour chaque récidive, d'au moins 1 000 \$ et d'au plus 3 000 \$.

Lorsqu'il s'agit d'une personne morale, l'amende minimale est d'au moins 1 000 \$ et d'au plus 3 000 \$ pour la première infraction, et pour chaque récidive, d'au moins 1 500 \$ et d'au plus 4 000 \$.

15.3 REMPLACEMENT DES RÈGLEMENTS ANTÉRIEURS

Toute disposition antérieure contenue dans tout règlement municipal, incompatible ou contraire au présent règlement, est abrogée.

15.4 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

4.2 Appel d'offres pour le SUMI – achat d'Argo

Résolution 2018-08-181

Considérant que la municipalité de Saint-Liboire a adhéré au programme SUMI service d'urgence en milieu isolé et que pour ce faire elle doit se procurer les équipements nécessaires pour obtenir la subvention;

En conséquence, il est proposé par Serge Desjardins, appuyé par Jean-François Chagnon et résolu à l'unanimité des conseillers présents d'autoriser la directrice générale à préparer un devis pour achat d'un véhicule Argo et le faire parvenir à quelques soumissionnaires. L'ouverture des soumissions se fera le 30 août prochain à 10 h et le contrat sera octroyé à la séance du 4 septembre 2018. La municipalité ne s'engage à retenir ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues.

4.3 Embauche de candidats pompiers

Résolution 2018-08-182

Considérant la demande de messieurs Clovis Provencher, Charles-Olivier Blais et Dominic Fortier de faire partie du service incendie de Saint-Liboire à titre de pompiers volontaires ;

Considérant les entrevues effectuées plus tôt en août ;

En conséquence, il est proposé par Yves Taillon, appuyé par Serge Desjardins et résolu à l'unanimité des conseillers présents :

- Sur recommandation du comité incendie et du capitaine Martin Bougie, d'autoriser l'embauche de messieurs Clovis Provencher, Charles-Olivier Blais et Dominic Fortier à titre de pompiers volontaires;
- d'autoriser la formation de pompier 1 pour lesdits candidats, Clovis Provencher, Charles-Olivier Blais et Dominic Fortier .
- d'autoriser la somme d'environ 4 000 \$ par pompier pour ladite formation de pompier 1 selon les budgets alloués.

4.4 Achat de radios portatives

Résolution 2018-08-183

Considérant le besoin d'obtenir des radios portatives pour le service incendie et que cette dépense avait été prévue au budget ;

En conséquence, il est proposé par Serge Desjardins, appuyé par Jean-François Chagnon et résolu à l'unanimité des conseillers présents de faire l'achat de radios portatives pour le service incendie selon la soumission de Les TéléSystèmes du Québec datée du 13 juillet dernier au montant d'environ 1 721 \$ incluant les taxes applicables et d'en effectuer le paiement.

5. TRANSPORT ROUTIER

5.1 Achat de balises pour piste cyclable

Résolution 2018-08-184

Considérant qu'il y a lieu de procéder à l'achat de balises pour la piste cyclable sur la rue Du Parc ;

En conséquence, il est proposé par Yves Taillon, appuyé par Jean-François Chagnon et résolu à l'unanimité des conseillers présents de procéder à l'achat de balises pour la piste cyclable sur la rue Du Parc, selon la soumission de DeveloTech datée du 10 juillet 2018 au montant d'environ 760 \$ plus les taxes applicables et d'en effectuer le paiement.

5.2 Achat de caméra de recul pour le camion cube et autres équipements

Résolution 2018-08-185

Considérant que pour la sécurité de nos employés il y a lieu de procéder à l'achat d'une caméra de recul pour le camion cube et divers autres équipements reliés à la caméra ;

En conséquence, il est proposé par Yves Taillon, appuyé par Serge Desjardins et résolu à l'unanimité des conseillers présents de procéder à l'achat d'une caméra de recul pour le camion cube et divers autres équipements reliés à la caméra selon la soumission de Les Vitres d'Auto Acton Vale inc. datée du 10 juillet 2018 au montant d'environ 970 \$ plus les taxes applicables et d'en effectuer le paiement.

5.3 Achat de 8 pneus pour le camion 10 roues

Résolution 2018-08-186

Considérant que les pneus du camion 10 roues doivent être remplacés ;

En conséquence, il est proposé par Jean-François Chagnon, appuyé par Yves Taillon et résolu à l'unanimité des conseillers présents de procéder à l'achat de 8 pneus neufs selon la soumission de Garage Gaston Chartier & Fils inc. datée du 9 août 2018 au montant de 3 600 \$ plus les taxes applicables et d'en effectuer le paiement.

6. HYGIÈNE DU MILIEU ET ENVIRONNEMENT

6.1 Achat d'une sonde de pression pour le contrôle de la pompe de distribution

Résolution 2018-08-187

Considérant l'urgence d'acquérir une sonde de pression pour le contrôle de la pompe de distribution lors des fluctuations de courant ;

En conséquence, il est proposé par Serge Desjardins, appuyé par Yves Taillon et résolu à l'unanimité des conseillers présents de procéder à l'achat d'une sonde de pression pour le contrôle de la pompe de distribution selon la soumission de Contrôle PM inc. datée du 3 août 2018 au montant d'environ 5 442\$ plus les taxes applicables et d'en effectuer le paiement.

6.2 Offre de service Avizo pour mesure de débit dans 4 conduites sanitaires

Résolution 2018-08-188

Considérant qu'il y a lieu de faire effectuer une campagne de mesure de débit en continu pour 4 conduites sanitaires

En conséquence, il est proposé par Yves Taillon, appuyé par Jean-François Chagnon et résolu à l'unanimité des conseillers présents d'accepter l'offre de service d'Avizo datée du 18 mai 2018 au montant d'environ 14 762 \$ plus les taxes applicables et d'en effectuer le paiement.

6.3 Contrôle PM – heures de programmation

Résolution 2018-08-189

Considérant le besoin d'accorder des heures à Contrôle PM pour diverses programmations à l'usine de filtration;

En conséquence, il est proposé par Jean-François Chagnon, appuyé par Yves Taillon et résolu à l'unanimité des conseillers présents d'accorder à Contrôle PM environ 120 heures pour faire de la programmation, de la mise à jour, contrôler les alarmes et l'automate selon sa soumission transmise le 1^{er} août 2018 au montant d'environ 10 260 \$ plus les taxes applicables et d'en effectuer le paiement.

7. AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT

7.1 Projet de règlement de zonage – Avis de motion

Résolution 2018-08-190

RÈGLEMENT NUMÉRO 86-97/68-18 AMENDANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE AFIN D'ASSURER LA CONCORDANCE AU SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT RÉVISÉ DE LA MRC DES MASKOUTAINS CONCERNANT LES DISTANCES SÉPARATRICES RELATIVES À LA GESTION DES ODEURS EN MILIEU AGRICOLE ET DES CORRECTIONS TECHNIQUES

Avis de motion est donné par le conseiller Yves Taillon à l'effet que lors d'une prochaine réunion, régulière, spéciale ou d'ajournement, le Conseil adoptera, avec dispense de lecture, le règlement numéro 86-97/68-18 *amendant le règlement de zonage afin d'assurer la concordance au Schéma d'aménagement révisé de la MRC des Maskoutains concernant les distances séparatrices relatives à la gestion des odeurs en milieu agricole et des corrections techniques.*

L'objet de ce règlement est d'apporter les modifications requises à la réglementation de zonage afin d'assurer la concordance au Schéma d'aménagement révisé de la MRC des Maskoutains suite à l'entrée en vigueur du règlement numéro 18-509 portant sur les distances séparatrices relatives à la gestion des odeurs en milieu agricole et des corrections techniques. Ces modifications portent principalement sur la modification des dispositions relatives à la gestion des droits acquis dans des cas de reconstructions, de réfections, de modifications ou d'agrandissement d'installation d'élevage dérogatoire et protégé par droits acquis ainsi que la modification des facteurs d'atténuation pris en compte dans le calcul des distances séparatrices.

Résolution 2018-08-191

Résolution d'adoption du projet de règlement

Considérant que la Municipalité de Saint-Liboire a adopté un règlement de zonage afin de gérer les usages et l'aménagement de son territoire;

Considérant que le Schéma d'aménagement révisé de la MRC des Maskoutains a été modifié par le règlement 18-509 portant sur les distances séparatrices relatives à la gestion des odeurs en milieu agricole et des corrections techniques;

Considérant que la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* permet à une municipalité de modifier ce règlement;

Considérant que conformément à la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*, la Municipalité doit modifier son règlement de zonage afin d'assurer la concordance au schéma d'aménagement révisé modifié de la MRC des Maskoutains;

Considérant que ce règlement n'est pas assujéti à l'approbation des personnes habiles à voter puisqu'il s'agit d'un exercice de concordance;

Considérant qu'un avis de motion a été donné lors de la séance régulière du 14 août 2018;

Considérant que les élus confirment avoir reçu copie du présent règlement et que, par conséquent, ils renoncent à sa lecture lors de l'adoption;

En conséquence, il est proposé par Yves Taillon, appuyé par Serge Desjardins et résolu à l'unanimité des conseillers présents :

d'adopter le projet de règlement numéro 86-97/68-18 intitulé «Règlement amendant le règlement de zonage afin d'assurer la concordance au Schéma d'aménagement révisé de la MRC des Maskoutains concernant les distances séparatrices relatives à la gestion des odeurs en milieu agricole et des corrections techniques».

de tenir une assemblée de consultation mardi, le 04 septembre 2018 à 19 heures, à la salle du Conseil afin d'expliquer le projet de règlement et entendre les personnes et organismes qui désirent s'exprimer à ce sujet.

**Province de Québec
MRC des Maskoutains
Municipalité de Saint-Liboire**

PROJET DE RÈGLEMENT NUMÉRO 86-97 / 68-18

RÈGLEMENT AMENDANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE AFIN D'ASSURER LA CONCORDANCE AU SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT RÉVISÉ DE LA MRC DES MASKOUTAINS CONCERNANT LES DISTANCES SÉPARATRICES RELATIVES À LA GESTION DES ODEURS EN MILIEU AGRICOLE ET DES CORRECTIONS TECHNIQUES

Considérant que le schéma d'aménagement révisé de la MRC des Maskoutains a été modifié par le règlement 18-509, que ce dernier est entré en vigueur le 6 juin 2018 et que la Municipalité doit, dans un délai de six mois, modifier son plan et ses règlements d'urbanisme afin d'assurer leur concordance à l'égard du schéma d'aménagement révisé ;

Considérant que certains des éléments de concordance contenus dans le schéma d'aménagement révisé touchent le règlement de zonage de la Municipalité ;

Considérant que le présent règlement ne contient que les dispositions visant essentiellement à respecter l'obligation légale de la Municipalité de s'assurer que son règlement de zonage est conforme aux modifications apportées au schéma d'aménagement ;

Considérant que le conseil municipal tiendra une assemblée publique de consultation afin d'expliquer les modifications proposées et d'entendre les avis des personnes et organismes intéressés ;

EN CONSÉQUENCE, il est par le présent règlement numéro 86-97 / 68-18 décrété et statué ce qui suit:

ARTICLE 1

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

ARTICLE 2

Les modifications suivantes sont apportées à l'ensemble du Règlement de zonage numéro 86-97 :

- a) l'acronyme « LRQ » est remplacé par l'acronyme « RLRQ » ;
- b) les mots « ministère de l'Environnement du Québec » sont remplacés par « ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques » ;
- c) l'acronyme « MTQ » est remplacé par l'acronyme « MTMDET » ;
- d) les mots « ministère des Transports du Québec » sont remplacés par « ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports ».

• **ARTICLE 3**

L'article 2.2.4, relatif aux définitions, est modifié de la façon suivante :

- a) En ajoutant les définitions ci-dessous, insérées entre les mots et expressions déjà définies, selon l'ordre alphabétique :
 - « **Matériaux composites :**
Canevas ou trame de base tissé en polyester ou nylon ou autre textile résistant et couches de caoutchouc ou autre matériel imperméable à l'eau et à l'air.

 - Toiture souple permanente :**
Toile de type membrane de matériaux composites (ne pas confondre avec une couche de plastique ou une bâche de plastique). »
- b) En modifiant la définition de l'expression « Immeuble protégé » de la façon suivante :
 - remplacer, au paragraphe j), le texte « (LRQ., c.E-15.1, r.0.1) » par le texte « (RLRQ, c. E-14.2, r.1) » ;
 - ajouter, à la fin du paragraphe m), le texte « (RLRQ, c. P-41.1) ».

• **ARTICLE 4**

Le titre et le contenu de l'article 4.2.2, relatif à la reconstruction d'un bâtiment d'élevage, sont remplacés par le titre et le contenu suivant :

• «**4.2.2** **Reconstruction ou réfection d'une installation d'élevage**»

La reconstruction ou la réfection d'une installation d'élevage dérogatoire et protégée par droits acquis, détruite ou devenue dangereuse ou ayant perdu au moins la moitié de sa valeur par suite d'un incendie ou de quelque autre cause est autorisée si les mêmes activités d'élevage sont reprises sans aucun changement ou modification à la situation qui prévalait.

Le propriétaire doit fournir un plan de localisation, préparé par un arpenteur-géomètre, de la fondation de l'installation d'élevage détruite ou à démolir pour faire reconnaître son implantation. Dans le cas d'une démolition volontaire, ce plan doit être déposé avec la demande de permis de démolition.

Si le projet de reconstruction ou de réfection comporte des changements ou modifications, il doit être conforme aux dispositions de l'article 4.2.3. Si toutes les conditions ne peuvent être respectées, le seul droit du propriétaire est de procéder conformément au premier alinéa de la présente disposition. »

• **ARTICLE 5**

Le contenu de l'article 4.2.3, relatif à la modification ou agrandissement d'une installation d'élevage, est remplacé par le texte suivant :

« 4.2.3.1 **Zones A-1 et A-2 (zone d'interdiction et zone sensible identifiées au SAR de la MRC des Maskoutains)**»

Dans les zones A-1 et A-2, une installation d'élevage dérogatoire et protégée par droits acquis peut être modifiée ou agrandie en respectant toutes les conditions suivantes :

- a) Dans le cas d'une reconstruction, l'installation d'élevage existante est reconstruite à l'intérieur de l'unité d'élevage existante (c.-à-d. moins de 150 mètres) ;

- b) Le projet ne doit pas avoir pour effet de rendre plus dérogatoire l'unité d'élevage par rapport aux distances séparatrices (distance réelle et distance calculée) ;
- c) Le coefficient d'odeur doit être égal ou inférieur à celui qui prévalait ;
- d) Le propriétaire doit fournir un plan de localisation, préparé par un arpenteur-géomètre, de la fondation de la totalité de l'installation d'élevage à modifier ou à agrandir pour faire reconnaître son implantation ;
- e) Si le mode de gestion des fumiers est ou devient liquide, l'installation d'élevage doit être munie d'une toiture permanente (voir tableau E-6.1 de l'article 28.2.1 du présent règlement) sur le lieu d'entreposage des déjections animales.

4.2.3.2 Autres zones situées en zone agricole permanente :

Dans la zone agricole permanente, ailleurs que dans une zone d'interdiction ou dans une zone sensible, une installation d'élevage dont l'implantation à l'égard des distances séparatrices est dérogatoire et protégée par droits acquis, peut être modifiée ou agrandie en respectant toutefois toutes les conditions suivantes :

- a) Le projet ne doit pas avoir pour effet de rendre plus dérogatoire l'unité d'élevage par rapport aux distances séparatrices ;
- b) Le propriétaire doit fournir un plan de localisation, préparé par un arpenteur-géomètre, de la fondation de la totalité de l'installation d'élevage à agrandir pour faire reconnaître son implantation lors de la demande de permis de construction. »

• **ARTICLE 6**

L'article 28.2.1, relatif aux distances séparatrices relatives aux unités d'élevage, est modifié de la façon suivante :

- 1) en remplaçant le 3^e alinéa comme suit :

« La distance entre l'installation d'élevage et une maison d'habitation, un immeuble protégé, un centre de réadaptation avec zoothérapie et un périmètre urbain doit être calculée en établissant une droite imaginaire entre la partie la plus avancée des constructions considérées, à l'exception des galeries, perrons, avant-toits, patios, terrasses, cheminées et rampes d'accès. »

- 2) en remplaçant, au paragraphe F du 4^e alinéa, l'identification du tableau «28-6» par «28-6.1»;
- 3) en remplaçant le tableau 28-6 relatif au facteur d'atténuation (paramètre F) par les tableaux suivants :

Tableau 28-6.1 : Facteur d'atténuation (paramètre F)

$F = F_1 \times F_2$ ou $F = F_3$

Technologie		Paramètre F
Toiture sur lieu d'entreposage		F₁
• Absente		1
• Permanente	- De type rigide	0,7
	- De type souple	0,7
• Temporaire	- Matelas de paille flottant	0,7
	- Couche de tourbe, couche de plastique	0,9
Ventilation		F₂
• Naturelle et forcée avec multiples sorties d'air		1
• Forcée avec sorties d'air regroupées et sorties de l'air au-dessus du toit		0,9
• Forcée avec sorties d'air regroupées et traitement de l'air avec laveurs d'air ou filtres biologiques		0,8
Autres technologies		F₃
• Les nouvelles technologies peuvent être utilisées pour réduire les distances lorsque leur efficacité est éprouvée		Facteur à déterminer lors de l'accréditation
• Présence d'une haie brise-vent ou d'un boisé conforme aux dispositions des tableaux E-6.2 et E-6.3 et selon la figure E-6.3-A ci-dessous		0,7

Tableau 28-6.2 :Caractéristiques essentielles d'une haie brise-vent

Dispositions particulières concernant l'application du paramètre F₃ « haie brise-vent ou boisé »

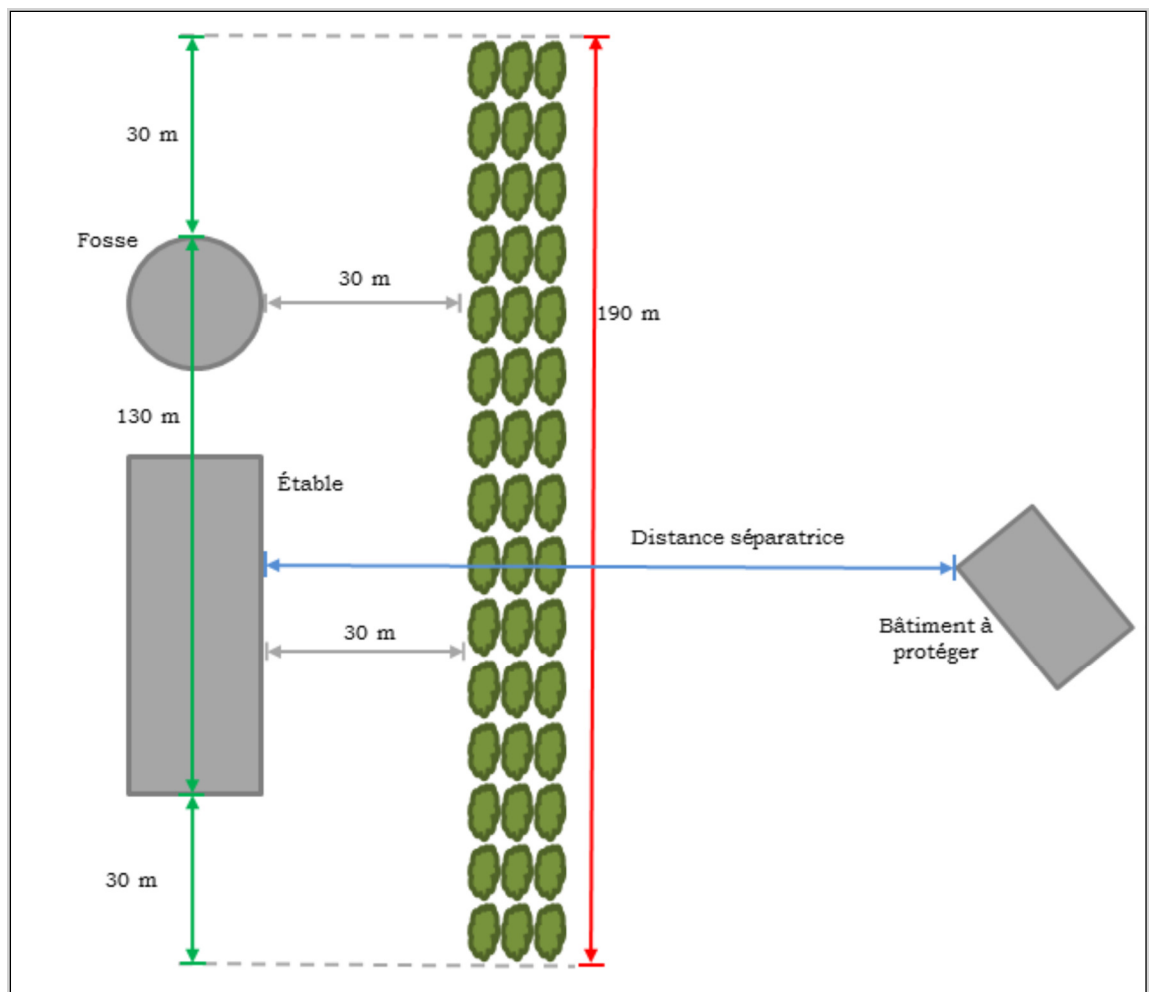
Aux fins du calcul des distances séparatrices, seuls les haies brise-vent et les boisés possédant toutes les caractéristiques essentielles peuvent être pris en considération.

Localisation	Entre la source d'odeurs et le lieu à protéger.
Densité	De moyennement dense à dense.
Hauteur	Huit mètres au minimum.
Longueur	La longueur de la haie doit être supérieure à la longueur du lieu à la source des odeurs et avoir une distance supplémentaire minimale de 30 mètres à chaque extrémité (voir la figure E-6.3-A).
Nombre de rangées d'arbres	Trois.
Composition et arrangement des rangées d'arbres	<ul style="list-style-type: none"> - Une rangée d'arbres feuillus et d'arbustes espacés de deux mètres. - Une rangée de peupliers hybrides espacés de trois mètres. - Une rangée d'arbres à feuilles persistantes (ex. : épinettes blanches) espacés de trois mètres. <p>(L'efficacité du modèle proposé a été démontrée empiriquement. Toutefois, un modèle différent qui procurerait une densité équivalant à celle du modèle proposé serait acceptable.)</p>
Espacement entre les rangées	De trois à quatre mètres au maximum.
Distance entre la haie et le bâtiment d'élevage et distance entre la haie et le lieu d'entreposage des déjections	Minimum de 30 mètres et maximum de 60 mètres. Si la haie brise-vent se trouve à une distance inférieure à 30 mètres (jamais inférieure à 10 mètres), la distance mesurée doit être validée par un spécialiste de la ventilation ou de l'aménagement de bâtiments et de structures.
Distance minimale entre la source des odeurs et le lieu à protéger	Minimum de 150 mètres.
Entretien	<p>Il importe au propriétaire d'effectuer un suivi et un entretien assidus pour assurer une bonne reprise et une bonne croissance, de façon à ce que la haie offre rapidement une protection efficace contre les odeurs et qu'elle la maintienne.</p> <p>Des inspections annuelles, dont une est réalisée tôt au printemps, sont nécessaires pour évaluer les dégâts occasionnés par l'hiver ou les rongeurs ou d'une autre origine. Un entretien rigoureux doit être fait selon les besoins, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un désherbage; - le remplacement des végétaux morts; - une taille de formation ou d'entretien.

Tableau 28-6.3 : Caractéristiques essentielles d'un boisé

Hauteur	Minimum de huit mètres.
Largeur	Minimum de 15 mètres (ou avoir la densité nécessaire pour atténuer les odeurs, conformément à ce qui a été établi pour une haie brise-vent végétale. Ces éléments caractéristiques doivent être validés par un spécialiste du domaine.)
Longueur	Voir les caractéristiques définies pour la haie brise-vent végétale.
Distance entre le boisé et le bâtiment d'élevage et distance entre le boisé et le lieu d'entreposage des déjections	De 30 à 60 mètres.
Entretien	L'entretien doit être fait de manière à conserver la densité nécessaire pour atténuer les odeurs.

Figure 28-6.3-A : Exemple de détermination de la longueur et de la position de la haie brise-vent ou du boisé



Dans cet exemple, la longueur des bâtiments et infrastructures à la source des odeurs est de 130 mètres. La haie brise-vent devrait mesurer 190 mètres (130 mètres + 30 mètres + 30 mètres).

À noter que la ligne bleue, illustrant la distance minimale devant séparer l'unité d'élevage et le bâtiment à protéger, a été tracée à titre indicatif.

Application du paramètre F_3 « haie brise-vent ou boisé »

Le facteur d'atténuation attribué à une haie brise-vent ou à un boisé présentant les caractéristiques exigées ne s'additionne pas aux autres facteurs d'atténuation. Conséquemment, dans le calcul des distances séparatrices, si ce facteur est utilisé, les autres facteurs d'atténuation (F_1 , F_2 ou F_3) ne peuvent pas être pris en compte.

De plus, puisque les distances séparatrices ont trait à l'unité d'élevage, la haie brise-vent ou le boisé doit protéger toutes les installations d'une unité d'élevage pour que le facteur d'atténuation puisse s'appliquer.

Suivant ce qui précède, on ne peut pas multiplier le facteur relatif à la toiture par celui qui concerne la haie brise-vent ou le boisé. Ainsi, selon le cas, on utilisera le facteur d'atténuation le plus avantageux à l'égard des activités agricoles. Voici quelques exemples :

CAS N° 1

F_1 = Toiture permanente = 0,7

F_2 = Ventilation forcée comportant des sorties d'air regroupées et un traitement de l'air à l'aide de laveurs d'air ou de filtres biologiques = 0,8

F_3 = Boisé = 0,7

Dans ce premier cas, en ce qui a trait aux activités agricoles il est plus avantageux d'utiliser les deux premiers facteurs (F_1 et F_2) ($0,7 \times 0,8 = 0,56$), sans utiliser le facteur lié au boisé (F_3). Dans le calcul, on multipliera donc les paramètres comme suit :

$$B \times C \times D \times E \times (F_1 \times F_2) \times G \times H$$

CAS N° 2

F1 = Absence de toiture = 1,0

F2 = Ventilation forcée comportant des sorties d'air regroupées et un traitement de l'air à l'aide de laveurs d'air ou de filtres biologiques = 0,8

F3 = Boisé = 0,7

Dans ce deuxième cas, il est plus avantageux, en ce qui a trait aux activités agricoles, d'utiliser le facteur du boisé (F3). Alors, les autres facteurs (F1 et F2) ne seront pas utilisés. Dans le calcul, on multipliera donc les paramètres comme suit :

$$B \times C \times D \times E \times (F3) \times G \times H$$

ARTICLE 7

Le titre et le contenu de l'article 28.2.4.1 du règlement de zonage numéro 86-97 sont remplacés de la façon suivante :

« 28.2.4.1 Agrandissement d'une installation d'élevage

L'agrandissement ou le remplacement d'une installation d'élevage ou le remplacement du nombre ou de la catégorie d'animaux avec ou sans augmentation du nombre d'unités animales, est autorisé s'il y a respect de la distance séparatrice entre cette installation d'élevage et un immeuble protégé, une maison d'habitation, d'un périmètre d'urbanisation ou d'un centre de réadaptation avec zoothérapie. »

ARTICLE 8

Le premier alinéa de l'article 28.2.4.2, relatif à la toiture pour un ouvrage d'entreposage de déjections animales, est remplacé par le suivant :

« Toute nouvelle installation d'élevage de porcs, de veaux de lait, de poules pondeuses, de renards et de visons, dont le mode de gestion des déjections animales est liquide, doit être munie d'une toiture sur son lieu d'entreposage des déjections animales. La toiture doit être à caractère permanent ou couverte par un matelas de paille flottant (voir tableau 28-6.1). Le matelas de paille flottant doit répondre aux dispositions de l'article 28.2.4.2.1 du présent règlement. »

ARTICLE 9

Le paragraphe a) de l'article 28.2.4.3, relatif aux dispositions applicables dans les zones A-1, A-2 et B-3 (zones d'interdiction et zones sensibles identifiées au SAR de la MRC des Maskoutains), est modifié en ajoutant le titre suivant au tableau de l'énoncé i. : « Nombre d'unités animales permis par groupe ou catégorie d'animaux autorisé dans une zone d'interdiction ».

• ARTICLE 10

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

7.2 Projet de règlement sur les permis et certificats – Avis de motion

Résolution 2018-08-192

RÈGLEMENT NUMÉRO 90-97/12-18 AMENDANT LE RÈGLEMENT SUR LES PERMIS ET CERTIFICATS AFIN D'ASSURER LA CONCORDANCE AU SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT RÉVISÉ DE LA MRC DES MASKOUTAINS CONCERNANT LES DISTANCES SÉPARATRICES RELATIVES À LA GESTION DES ODEURS EN MILIEU AGRICOLE ET DES CORRECTIONS TECHNIQUES

Avis de motion est donné par le conseiller Yves Taillon à l'effet que lors d'une prochaine réunion, régulière, spéciale ou d'ajournement, le Conseil adoptera, avec dispense de lecture, le règlement numéro 90-97/12-18 *amendant le règlement sur les permis et certificats afin d'assurer la concordance au Schéma d'aménagement révisé de la MRC des Maskoutains concernant les distances séparatrices relatives à la gestion des odeurs en milieu agricole et des corrections techniques.*

L'objet de ce règlement est d'apporter les modifications requises à la réglementation de zonage afin d'assurer la concordance au Schéma d'aménagement révisé de la MRC des Maskoutains suite à l'entrée en vigueur du règlement numéro 18-509 portant sur les distances séparatrices relatives à la gestion des odeurs en milieu agricole et des corrections techniques. Ces modifications portent principalement sur la modification technique de l'appellation du Ministère de l'Environnement ainsi que la numérotation de loi de référence à même les renseignements et documents requis lors d'une demande de permis ou de certificats dans les zones situées à l'extérieur du périmètre d'urbanisation.

Résolution d'adoption du projet de règlement

Considérant que la Municipalité de Saint-Liboire a adopté un règlement sur les permis et certificats dans le cadre de l'application des règlements d'urbanisme;

Considérant que le Schéma d'aménagement révisé de la MRC des Maskoutains a été modifié par le règlement 18-509 portant sur les distances séparatrices relatives à la gestion des odeurs en milieu agricole et des corrections techniques;

Considérant que la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* permet à une municipalité de modifier ce règlement;

Considérant que conformément à la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*, la Municipalité doit modifier son règlement sur les permis et certificats afin d'assurer la concordance au schéma d'aménagement révisé modifié de la MRC des Maskoutains;

Considérant que ce règlement n'est pas assujéti à l'approbation des personnes habiles à voter puisqu'il s'agit d'un exercice de concordance;

Considérant qu'un avis de motion a été donné lors de la séance régulière du 14 août 2018;

Considérant que les élus confirment avoir reçu copie du présent règlement et que, par conséquent, ils renoncent à sa lecture lors de l'adoption;

En conséquence, il est proposé par Serge Desjardins, appuyé par Jean-François Chagnon et résolu à l'unanimité des conseillers présents :

d'adopter le projet de règlement numéro 90-97/12-18 intitulé «Règlement amendant le règlement sur les permis et certificats afin d'assurer la concordance au Schéma d'aménagement révisé de la MRC des Maskoutains concernant les distances séparatrices relatives à la gestion des odeurs en milieu agricole et des corrections techniques».

de tenir une assemblée de consultation mardi, le 04 septembre 2018 à 19 heures, à la salle du Conseil afin d'expliquer le projet de règlement et entendre les personnes et organismes qui désirent s'exprimer à ce sujet.

**Province de Québec
MRC des Maskoutains
Municipalité de Saint-Liboire**

PROJET DE RÈGLEMENT N° 90-97/12-18

RÈGLEMENT AMENDANT LE RÈGLEMENT SUR LES PERMIS ET CERTIFICATS AFIN D'ASSURER LA CONCORDANCE AU SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT RÉVISÉ DE LA MRC DES MASKOUTAINS CONCERNANT LES DISTANCES SÉPARATRICES RELATIVES À LA GESTION DES ODEURS EN MILIEU AGRICOLE ET DES CORRECTIONS TECHNIQUES

Considérant que le schéma d'aménagement révisé de la MRC des Maskoutains a été modifié par le règlement 18-509, que ce dernier est entré en vigueur le 6 juin 2018 et que la Municipalité doit, dans un délai de six mois, modifier son plan et ses règlements d'urbanisme afin d'assurer leur concordance à l'égard du schéma d'aménagement révisé;

Considérant que certains des éléments de concordance contenus dans le schéma d'aménagement révisé touchent le règlement de zonage de la Municipalité ;

Considérant que le présent règlement ne contient que les dispositions visant essentiellement à respecter l'obligation légale de la Municipalité de s'assurer que son règlement sur les permis et certificats est conforme aux modifications apportées au schéma d'aménagement;

Considérant que le Conseil municipal tiendra une assemblée publique de consultation afin d'expliquer les modifications proposées et d'entendre les avis des personnes et organismes intéressés;

EN CONSÉQUENCE, il est par le présent règlement numéro 90-97/12-18 décrété et statué ce qui suit:

ARTICLE 1

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

ARTICLE 2

L'article 5.4.2, intitulé *Renseignements et documents supplémentaires requis lors d'une demande de permis ou de certificat dans les zones situées à l'extérieur du périmètre d'urbanisation*, est modifié de la façon suivante :

- a) En remplaçant, au paragraphe 1, les sous-paragraphe d) et e) par les suivants :
- «d) Une copie conforme de l'autorisation accordée par la Commission de protection du territoire agricole, lorsque requis par la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles* (RLRQ, c. P-41.1) ;
 - e) Une copie conforme du certificat d'autorisation du MDDELCC (ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques) ou une copie de l'accusé de réception du MDDELCC, d'un avis de projet, ou un avis écrit motivé, en vertu de la *Loi sur la qualité de l'environnement* (RLRQ, c. Q-2) et des règlements sous son empire, d'un agronome ou d'un ingénieur, à l'effet que le projet de production agricole n'est pas soumis à aucun avis de projet et certificat d'autorisation auprès du MDDELCC ;»
- b) En remplaçant, au paragraphe 2, le sous-paragraphe d) par le suivant :
- « Une copie conforme du certificat d'autorisation du MDDELCC ou une copie de l'accusé de réception du MDDELCC d'un avis de projet, ou un avis écrit motivé, en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ, c. Q-2) et des règlements sous son empire, d'un agronome ou d'un ingénieur, à l'effet que le projet de production agricole n'est soumis à aucun avis de projet et certificat d'autorisation auprès du MDDELCC ; »

ARTICLE 3

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

8. LOISIRS ET CULTURE

9. RAPPORT DES COMITÉS ET ÉVÉNEMENTS

Les élus font rapport de leurs comités respectifs et événements qui se sont déroulés durant le mois.

Monsieur Jean-François Chagnon : *SSI comité incendie*

Monsieur Yves Winter : *Comité des aînés (buffet des aînés 23 septembre et conférence Alzheimer), Jardin pédagogique, CCR, Halloween 31 octobre.*

Monsieur Serge Desjardins: *CCR*

Monsieur Yves Taillon: *Comité des aînés et Rivière Noire*

10. PÉRIODE DE QUESTIONS

Le maire suppléant invite les personnes présentes à s'adresser au conseil pour la deuxième période de questions. *10 minutes sont accordées à la seconde période de questions, selon le règlement 205-06.*

11. CORRESPONDANCE

La liste de la correspondance reçue pour la période du 3 juillet au 14 août 2018 a été transmise à chaque membre du conseil.

12. LEVÉE DE LA SÉANCE

Résolution 2018-08-194

Il a été proposé par Serge Desjardins, appuyé par Yves Taillon et résolu à l'unanimité des conseillers présents que la séance soit clôturée à 19 H 40.

Le maire suppléant

La directrice générale et secrétaire-trésorière

Yves Winter

France Desjardins

La parution de ce procès-verbal est autorisée conditionnellement à la réserve suivante : le procès-verbal sera approuvé lors de la séance du 4 septembre 2018.